

La question du blé dans les pays danubiens

THÈSE

pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue le 3 Décembre 1934 à 14 heures

par

Vladimir POLIVKA

MEMBRES DU JURY

Président : M. Roger PICARD, Professeur

Suffragants { M. AFTALION, Professeur
 { M. PIROU, Professeur

LIBRAIRIE L. RODSTEIN
17, Rue Cujas, 17
PARIS

—
1934

La question du blé dans les pays danubiens

THÈSE

pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue le 3 Décembre 1934 à 14 heures

par

Vladimir POLIVKA

MEMBRES DU JURY

Président : M. Roger PICARD, Professeur

Suffragants { M. AFTALION, Professeur
M. PIROU, Professeur

LIBRAIRIE L. RODSTEIN
17, Rue Cujas, 17
PARIS

—
1934

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
imporbation aux opinions émises dans les thèses ; ces
opinions doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs.**



A MES PARENTS,

A MON FRERE ANDRE,

en témoignage de ma profonde
reconnaissance.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

La crise agricole qui sévit déjà depuis des années dans le monde entier a gravement atteint toutes les branches de l'agriculture. Toutefois, dans cette dépression générale, la crise des céréales et surtout la crise du blé occupe une place prépondérante. L'importance du problème du blé a été reconnue dans toutes les conférences économiques internationales tenues depuis 1929 et elles y ont attaché une attention particulière. Ce sont surtout les experts de la Société des Nations (1) qui ont fait ressortir l'importance du blé dans la crise; sa solution dépend en grande partie du dénouement de la crise des céréales qui, elle-même, est dominée par la dépression des cours du blé.

La même constatation fut de nouveau faite dans le Rapport de la Réunion Spéciale des Représentants des organisations internationales agricoles, tenue les 7-10 avril 1933 à l'Institut International d'Agriculture de Rome. Dans ledit rapport, on lit entre autres : « En général, on a été d'accord sur le fait que la solution du blé, tout en ne représentant qu'un côté des difficultés du monde agricole, est néanmoins fondamentale et mérite un traitement spé-

(1) S.D.N. Comité Economique. *La crise agricole*, Genève, 1931, Vol. I, p. 23-24.

cial » (1). En effet, si l'on considère que la production du blé — nourriture de base de la moitié de l'humanité — est non seulement l'occupation mais aussi la source principale de revenus de millions d'agriculteurs dispersés sur les différentes parties de la terre et, qu'annuellement, plus de 100 millions d'hectares sont ensemencés avec cette céréale, on comprendra aisément les graves répercussions de la crise du blé sur le monde agricole. Il n'y a que peu de pays qui ne participent pas au commerce international du blé. Etant d'un transport et d'une conservation facile, il est l'objet de transactions dans toutes les bourses de marchandises : sa place et son rôle dans les échanges internationaux prouvent son importance de premier ordre dans l'activité économique.

La chute des prix du blé, par laquelle se manifeste cette crise a considérablement diminué le pouvoir d'achat de la population agricole et, par ce fait, elle a largement contribué à l'aggravation de la dépression économique générale.

L'accumulation de formidables stocks de blé qui caractérise la crise de cette denrée pèse lourdement sur la formation des prix. Contrairement aux prévisions de Malthus, les quantités de blé offertes à l'humanité ont, non pas diminué, mais, par contre, trop augmenté. Et, selon Brinkmann (2) : « Aujourd'hui, le fantôme de la population s'est évanoui et les rêves et illusions ont fait place à un réveil cruel. La spéculation agricole mondiale, la poli-

(1) Institut International d'Agriculture. *Documentation pour la Conférence monétaire et économique de Londres*, 1933. Rome 1933, p. 38.

(2) *Revue Internationale d'Agriculture*, 1933, n° 11, nov., p. 440.

tique colonisatrice des pays agricoles d'outre-mer qui avaient organisé leur activité à fort long terme, s'est démontrée une spéculation complètement erronée. L'offre alimentaire du monde est tout à coup devenue trop grande au lieu de trop faible, au moins pour la partie de l'humanité sur la clientèle de laquelle on avait compté ».

Les Etats cherchent des moyens d'éliminer les stocks de blé accumulés. Des mesures fort différentes ont été prises à cet effet, suivant les pays. Dans certains pays, en France, par exemple, les cultivateurs encourent des amendes s'ils ensemencent en blé des superficies au delà d'une certaine limite (1); dans d'autres pays, au contraire, par exemple aux Etats-Unis d'Amérique, le Secrétaire à l'Agriculture est autorisé, en vertu de la loi « sur le rétablissement de l'équilibre dans l'agriculture » (2), à réduire les surfaces cultivées en blé d'accord avec les agriculteurs, moyennant indemnité.

Avant d'aborder la question du blé dans les pays danubiens, il est indispensable de l'examiner plus généralement et d'étudier le protectionnisme agraire des pays importateurs provoqué en grande partie précisément par l'effondrement des cours. Les causes générales de cette dépression sont, en effet, communes à tous les pays, bien qu'il existe des causes secondaires propres à chaque pays.

(1) *Revue des Agriculteurs de France*, janvier 1934.

(2) *Revue Internationale du Travail*, décembre 1933.

PREMIERE PARTIE

§ I. — La crise du blé.

Le fait le plus typique de la crise actuelle du blé est certainement la disproportion entre l'offre et la demande sur les marchés mondiaux. Ce déséquilibre est caractérisé par la mévente d'énormes stocks de blé accumulés dans les pays exportateurs et qui depuis des années n'ont cessé de s'accroître. Ne faut-il pas voir dans cette dépression la conséquence d'une disproportion prolongée entre la production et la consommation du blé dans le monde, disproportion aboutissant à l'encombrement du marché ? D'autre part, il est incontestable que la crise mondiale, tant industrielle qu'agricole, a aussi largement contribué à aggraver la crise du blé; toutefois, il paraît que, parmi ces divers facteurs, l'accroissement démesuré de la production a joué le rôle primordial dans l'effondrement du marché. Les effets de cette discordance entre la production et la consommation se sont particulièrement accentués à partir de la récolte exceptionnellement abondante de 1928; les cours du blé ont montré alors une tendance très nette vers la baisse. Mais les grands pays surproducteurs essayèrent, par des moyens artificiels, d'enrayer cette tendance inévi-

table. Ils ont refusé de vendre leurs excédents au-dessous d'un certain prix, préférant stocker une partie de leur récolte en vue de s'en débarrasser à des prix plus élevés à la faveur de mauvaises récoltes ultérieures dans les pays importateurs. Ces mesures étaient largement employées, surtout aux Etats-Unis et au Canada où le Farm Board et le Pool Canadien, dotés de ressources financières considérables, ont fait de grands efforts pour maintenir les cours au moyen du crédit et du stockage. Mais les résultats de cette intervention n'étaient qu'éphémères et, à partir du mois de juillet 1930, date à laquelle la Russie est réapparue sur le marché européen avec des quantités considérables de blé, les cours de celui-ci ont subi une chute vertigineuse : l'indice des prix du blé canadien Manitoba à Winnipeg, qui a été pendant l'année commerciale 1929-30 de 84,8 (1), est tombé, du mois de juillet 1930 jusqu'au mois de décembre de la même année à 47,30. Cet effondrement a entraîné des conséquences catastrophiques pour tous les pays exportateurs et particulièrement pour les pays agricoles du bassin danubien qui se trouvent dans des conditions particulières. Toutefois, cette chute profonde n'a pu modérer le rythme de la production du blé. Aucun ralentissement n'a été observé et les stocks ont continué de s'accroître, entraînant ainsi une baisse encore plus grande des prix.

Le tableau suivant est particulièrement instructif à cet égard :

(1) Institut International d'Agriculture. *Conditions de l'Agriculture*, 1931-32. Rome 1932, p. 61.

Années	Production mondiale (1) de blé (sans l'U.R.S.S. et la Chine).	Stocks au commencement de la campagne.	Prix du blé Plata à Liverpool. Frs-or par quintal.
	En millions de quintaux.		
1923-24.....	946	157	23,00
1924-25.....	840	191	34,30
1925-26.....	909	146	31,60
1926-27.....	924	167	30,40
1927-28.....	983	177	28,70
1928-29.....	1.072	196	24,50
1929-30.....	939	267	23,30
1930-31.....	1.012	252	13,60
1931-32.....	999	276	10,60
1932-33.....	1.000	264	9,50

Par conséquent, il ressort de ces chiffres que la production n'a pas diminué, mais est restée constante malgré l'augmentation des stocks invendus. Par contre, si l'on compare la production agricole à la production industrielle, on voit que la réaction de l'agriculture contre la baisse des prix diffère essentiellement de celle qui caractérise l'industrie. Contrairement à ce qui se passe dans l'agriculture, dans le domaine industriel, la production a suivi, dans une certaine mesure, la baisse des cours, de sorte qu'elle a subi dans tous les pays une restriction dépassant 50 % ou allant même jusqu'à l'arrêt complet de l'activité. En effet, dans l'industrie, dès que les symptômes

(1) Institut International d'Agriculture. *Documentation pour la Conférence monétaire de Londres*, 1933, pp. 265 et 300.

de la crise apparaissent, les producteurs s'organisent pour mieux adapter la production à la consommation. On a vu, ces dernières années, se former des cartels tantôt dans le cadre national, tantôt dans le cadre international. Il existe donc, dans l'industrie, une certaine unité de contrôle qui permet l'ajustement aux conditions du marché.

Dans l'agriculture, au contraire, la situation est bien différente. Il est presque impossible d'y appliquer des procédés semblables. La production agricole est dispersée et, dans la plupart des pays, elle est, le plus souvent, entre les mains de petits cultivateurs indépendants, en général hostiles à toute réglementation. Pendant les années de dépression, on assiste, dans l'industrie, à une élimination du producteur marginal et il s'effectue une certaine concentration de la production. Par contre, dans l'agriculture le producteur marginal est représenté presque toujours par le paysan petit propriétaire, qui persiste, poursuivant la production, même à perte. Et même lorsqu'il en arrive à être totalement ruiné et surchargé de dettes, aucun gouvernement n'oserait le déposséder de son lopin de terre. Alors, on procède à des moratoires, à des réductions de dettes et à d'autres procédés en vue d'assainir ces exploitations en faillite. Toutes ces mesures sont pratiquées particulièrement dans les pays exportateurs de produits agricoles. Du reste, la réglementation de la production agricole est fort difficile, presque aussi bien dans les grandes que dans les petites exploitations agricoles. Le rendement de la récolte dépend, en grande partie, des conditions météorologiques, et, par conséquent, c'est la structure et la nature de l'agriculture qui expliquent la rigidité de celle-ci

au point de vue de l'adaptation de la production à la consommation.

Que l'un des principaux facteurs de la chute des prix, à savoir l'accroissement de la production du blé, ait atteint un tel degré, il est hors de doute qu'il faille l'attribuer à l'extension trop rapide des superficies cultivées dans les pays d'outre-mer depuis le commencement de la guerre. Avant la guerre, les pays importateurs européens qui ont absorbé pendant la période 1909-13 une moyenne annuelle de 153 (1) millions de quintaux de blé sur les 177 millions du total mondial des importations s'adressaient, de préférence, aux pays exportateurs européens : Russie et pays danubiens, c'est-à-dire aux sources les plus proches.

En effet, la Russie et les quatre pays danubiens d'aujourd'hui, Bulgarie, Hongrie, Roumanie et Yougoslavie exportaient, en moyenné, 75 (2) millions de quintaux de blé et de farine, soit approximativement 50 % des quantités nécessaires à l'Europe. De sorte qu'avant la guerre, le marché européen a été approvisionné à la fois par les pays producteurs de blé de l'Europe et par ceux d'outre-mer. Or, pendant la guerre mondiale et les années qui l'ont suivie, cet équilibre établi entre les exportateurs dans l'approvisionnement du marché européen a été profondément bouleversé ainsi que les courants commerciaux du blé.

Entre 1914-18, presque tous les pays européens exportateurs engagés dans les hostilités ont nécessairement diminué leur production de blé. Leurs exportations sont devenues insignifiantes d'autant plus que la fermeture des

(1) *Op. cit.*, p. 295.

(2) *Idem*, pp. 293-294.

Dardanelles rendait impossible l'arrivage du blé russe et roumain dans les pays de l'Europe occidentale.

De même, la production nationale des pays importateurs belligérants a subi des restrictions considérables. Il en est résulté que les besoins en blé du marché européen ont énormément augmenté et les belligérants ont dû aller chercher dans les pays d'outre-mer une grande partie des céréales destinées à nourrir les populations civiles et les armées. La hausse des frêts et le danger de la guerre sous-marine ont obligé les pays de l'Europe occidentale de s'adresser tout particulièrement aux Etats-Unis et au Canada en raison de la rapidité de la traversée et de la facilité relative de surveillance des mers. Il a été néanmoins importé du blé de l'Argentine, de l'Australie et des Indes, mais dans une moindre mesure. Les achats considérables de l'Europe effectués dans l'Amérique du Nord ont fait hausser rapidement les cours des blés sur ce marché. Les fermiers, stimulés par des bénéfices exceptionnellement élevés et par la facilité de vente ont largement augmenté les surfaces cultivées. Aux Etats-Unis, l'extension de la culture du blé dans les Etats de l'Est a atteint, à peu près 12 (1) millions d'hectares pendant la courte période de 1917-19 qui correspondait à une augmentation de 70 % par rapport à la période antérieure.

On pouvait cependant escompter qu'avec la cessation des hostilités, la Russie reprendrait sa place parmi les grands pays vendeurs de céréales au détriment des exportations d'outre-mer. Mais la révolution soviétique et les

(1) *Revue Internationale d'Agriculture*, nov. 1933, p. 464.

désordres intérieurs ont rendu impossible à la Russie le rétablissement de son agriculture. La distribution des terres aux paysans qui manquaient de capitaux et étaient dépourvus de semences et des instruments d'exploitation les plus indispensables eut pour résultat une réduction sensible de la production. De sorte que les exportations russes jusqu'en 1930 ne furent qu'insignifiantes et, plusieurs fois, la Russie fut même contrainte par suite de mauvaises récoltes, d'importer du blé. Ainsi, pendant l'année commerciale 1924-25, elle a importé 4,7 (1) millions de quintaux de blé.

D'un autre côté, les pays agricoles du bassin danubien qui, avant la guerre, occupaient une place importante dans l'approvisionnement du marché européen, sont encore loin de la reprendre. Pendant la période 1909-13, ces pays ont exporté une moyenne annuelle de 30 (2) millions de quintaux de blé. Après la guerre leurs exportations ont sensiblement fléchi et pendant les quatre années 1924-28, elles n'ont atteint qu'une moyenne de 9,8 millions de quintaux par an. Il est donc facile de comprendre que, dans ces conditions, les pays européens importateurs aient été obligés, par la force des choses, à s'adresser aux pays d'outre-mer.

Les besoins d'importation de l'Europe pendant les années qui ont suivi la guerre sont restés également considérables, étant donné que le rétablissement de la production européenne ne progressait que lentement. Par suite de ces circonstances, les prix du blé sont restés élevés pendant toute la période de l'après-guerre (jusqu'en 1930, ils étaient de 30-40 % au-dessus des prix d'avant-

(1) Institut International d'Agriculture. *Documentation pour la Conférence de Londres*, 1933, p. 294.

(2) *Idem*, p. 293.

guerre), de sorte qu'ils ont contribué au maintien et même à l'augmentation des surfaces cultivées en blé dans les pays d'outre-mer. Ces pays, disposant de grandes quantités de terre et où on applique dans la production agricole — destinée en grande partie à l'exportation — des méthodes de culture extensive, n'ont eu aucun mal à augmenter leur production de blé.

C'est ainsi qu'au Canada, par la mise en valeur des provinces des Prairies, les surfaces cultivées ont subi une grande extension. Par la sélection de semences dans les laboratoires et les champs d'expérience, on a réussi à créer des variétés de blé d'été dont la croissance est très rapide, ce qui a permis d'étendre la culture vers le nord sur des terres jusque-là jugées impropres à toute culture. L'Australie et l'Argentine, pays de colonisation récente aux immenses territoires fertiles et à la population clairsemée ont été particulièrement aptes à l'accroissement de la culture.

Cette augmentation des champs de culture a été le fait exclusif des pays d'outre-mer, ce que résumant, d'une manière frappante, les données statistiques suivantes :

Superficie cultivée en blé, en millions d'hectares (1)

	Moyenne 1909-13	Moyenne 1925-29	Nombre in- dice. Moyenne 1909-13 = 100
Europe (sans U.R.S.S.)	29,3	28,5	97
Canada	4,0	9,3	232
Etats-Unis	19,1	23,2	122
Argentine	6,0	7,7	127
Australie	3,1	5,2	168

(1) *Revue Economique Internationale*, 1931, II, p. 94.

A tous ces facteurs d'accroissement s'ajoutait la mécanisation de la culture des céréales. L'introduction des tracteurs et des moissonneuses-batteuses a permis la création des véritables « fabriques de blé ». Aux Etats-Unis, le nombre des tracteurs a énormément augmenté, surtout après la guerre. En 1920, l'agriculture y occupait 246.000 tracteurs ; par contre, en 1929, ce chiffre s'est élevé à 850.000. L'utilisation des moissonneuses-batteuses a fortement réduit l'emploi de la main-d'œuvre. Une moissonneuse-batteuse qui, par une seule opération, coupe et met en sac la récolte de 40 à 50 acres (1 acre = 0,4 hectare) par jour, réduit de beaucoup le prix de revient de la production et par là, contribue à l'encourager. Les chiffres suivants mettent bien en relief la mécanisation rapide de l'agriculture américaine jusqu'à l'apparition de la crise du blé.

*Nombre de machines achetées annuellement dans
les trois provinces occidentales du Canada
(Manitoba, Saskatchewan et Alberta) (1)*

Année	Tracteurs	Batteuses	Moissonneuses-Batteuses
1924	2.112	—	—
1925	4.053	—	—
1926	6.513	—	176
1927	10.026	—	598
1928	17.143	6.247	3.657
1929	14.557	2.095	3.500
1930	8.611	2.034	1.614

(1) *Revue Internationale d'Agriculture*, nov. 1933, p. 471.

Tout ceci a eu pour résultat d'accroître les excédents destinés à l'exportation. Les pays producteurs ont augmenté presque tous de 100 % leurs exportations par rapport à celles d'avant-guerre, comme il ressort des données suivantes :

Exportations nettes du blé en millions de quintaux (1)

Année	Commerciale	Canada	Etats-Unis	Argentine	Australie
Moyenne 1909-13..		25.800	29.700	22.900	14.900
— 1924-28..		77.200	50.100	36.500	25.000
— 1928-32..		71.600	35.000	42.200	32.000

Le déplacement du centre de gravité de la production mondiale du blé vers l'Amérique pendant et après la guerre et la diminution de la production européenne ont permis aux pays d'outre-mer d'établir un monopole de fait dans le commerce mondial du blé. Pendant la durée et immédiatement après la guerre, ces pays ont accaparé 98 % du marché européen. Même pendant les années ultérieures, ils sont restés les fournisseurs principaux de ce marché par suite de la lente reconstitution de l'agriculture chez les exportateurs européens.

Le tableau suivant nous montre le déplacement intervenu dans l'exportation du blé en faveur des pays d'outre-mer.

(1) Institut International d'Agriculture. *Documentation pour la Conférence de Londres*, 1933, p. 294.

*Participation en %, dans l'exportation mondiale
du blé.*

	En 1909-13	En 1924-26
Russie	36	—
Etats-Unis	17	22
Argentine	17	20
Canada	13	40
Australie	8	13
Autres Pays	9	5

Cependant, en dépit de ce développement considérable de la production du blé dans les pays d'outre-mer, l'Europe a travaillé aussi après la guerre à la reconstitution de son agriculture. Vers 1930, les pays européens ont à peu près atteint et même dépassé leur niveau d'avant-guerre. Les gouvernements des principaux pays importateurs ont pris des mesures pour favoriser la production nationale. Le progrès réalisé doit être attribué moins à une extension des emblavures qu'à l'augmentation du rendement par hectare, due aux perfectionnements de la technique agricole, à l'emploi des engrais chimiques et à l'introduction des meilleures espèces de blés obtenues par sélectionnement des semences. C'est ainsi que les trois principaux pays d'Europe importateurs de blé, l'Allemagne, la France et l'Italie, en produisant, pendant la période 1928-31 une moyenne de 179 millions de quintaux de blé ont légèrement dépassé leur production d'avant-guerre, quoique l'ensemble des surfaces cultivées de ces pays fût de plus d'un million d'hectares inférieur à celui d'avant-guerre. En même temps, les importations de

ces trois pays n'étaient que d'une moyenne de 42 millions de quintaux pendant les années 1928-31 contre 45 (1) millions pendant la période de 1909-13.

D'autre part, le rétablissement de l'agriculture en U.R.S.S. a contribué aussi, dans une large mesure, au déséquilibre de la production et de la consommation qui est à la base de l'effondrement des prix du blé. En effet, comme nous l'avons vu plus haut, c'est la disparition sur le marché mondial de la Russie, autrefois le plus grand pays exportateur de blé, qui a permis aux pays extra-européens d'accaparer le monopole de l'approvisionnement de l'Europe. Mais, après une période d'expérimentation et d'adaptation dans le domaine économique, le gouvernement soviétique a élaboré en 1928 le premier plan quinquennal pour la construction de l'économie de l'U.R.S.S. Ce plan, qui devait être réalisé de 1928 à 1933, a prévu, dans le domaine agricole, la disparition progressive des exploitations individuelles et leur remplacement par des exploitations collectives (Kolkhozes) et par des exploitations de l'Etat soviétique (Sovkhozes). Déjà, en 1931, sur le total de 102 millions d'hectares de surfaces cultivées en céréales, les Kolkhozes en ont occupé 60 millions et les Sovkhozes 7,6 millions, tandis que l'ensemble des exploitations individuelles en occupaient 34 millions : ainsi, en 1931, à peu près 65 % des terres cultivées se trouvaient collectivisées.

Parallèlement à la collectivisation des terres, on a procédé à une extension progressive des surfaces cultivées

(1) Institut International d'Agriculture. *Documentation pour la Conférence de Londres*, 1933, p. 295.

et à l'amélioration technique de la culture, ainsi que le montre le tableau ci-dessous :

	Moyenne 1923/27	1928	1929	1930	1931 (1)
Superficie (en millions de ha.)	25,1	27,7	29,7	32,5	32,2
Production (en millions de qx)	188,8	219,7	188,7	169,2	—
Rendement (en q. par ha.)	7,5	7,9	6,4	8,3	—
Exportation (en millions de qx)	5,6	0,25	1,7	24,5	25,39

A partir de 1930, la Russie est réapparue sur le marché mondial avec des exportations considérables. Bien que les quantités exportées par les ports de la Mer Noire et de la Baltique fussent encore loin d'atteindre celles d'avant-guerre, elles ont singulièrement alourdi le marché mondial déjà à la baisse depuis 1928 et ce sont elles précisément qui, pendant le deuxième semestre de 1931, ont été la cause immédiate de l'effondrement des cours du blé.

C'est un fait tout à fait normal que l'U.R.S.S. soit devenue exportatrice de blé. En effet, c'est la Russie qui constitue le grenier de l'Europe, et, en outre, elle est obligée d'exporter des céréales afin de se procurer des devises pour l'achat de machines et d'autres produits indispensables. Il est certain que, si la Russie n'avait pas subi ce bouleversement social, la crise du blé se serait sans doute déclanchée beaucoup plus tôt.

A côté de l'U.R.S.S., les pays agricoles du bassin danubien eux-mêmes tendent à reconquérir leurs marchés perdus pendant la guerre. Par contre, les pays d'outre-mer font de grands efforts pour maintenir leurs positions acquises pendant l'absence des pays exportateurs européens. Or, c'est précisément cet effort des pays d'outre-mer, joint

(1) *Annuaire internat. de Statistiques agricoles, 1931-32, Rome, 1932.*

à la reconstitution de la production européenne et la reprise des exportations russes et danubiennes qui ont donné lieu à une concurrence effrénée entraînant la désorganisation complète du marché mondial du blé.

*
**

D'autre part, en face de cette augmentation considérable de la production mondiale, la consommation a suivi une courbe différente. Elle est restée depuis 1924 constamment au-dessous du niveau de la production. Cet écart s'est particulièrement accentué à partir de l'année 1928, comme l'indique le tableau suivant :

Années	Disponibilités (1) mondiales du blé provenant de la récolte de l'année.	Consommation (non compris la consommation de l'U.R. S.S. et de la Chine).	Variation des stocks.
Moyenne 1924-28.....	926	918	+ 8
— 1928-29.....	1.072	1.001	+71
— 1929-30.....	942	957	—15
— 1930-31.....	1.044	1.020	+24
— 1931-32.....	1.017	1.029	—12
— 1932-33.....	1.004	980	+24
Moyenne 1929-33.....	1.016	997	+19

Le fait que la consommation n'a pas suivi le rythme de la production doit être attribué autant à un ralentissement de l'accroissement des peuples mangeurs de blé qu'à une diminution de la consommation par tête d'habitant.

En effet, le caractère commun des produits agricoles et entre autres du blé est que leur consommation par individu a une limite maximum infranchissable. Alors que

(1) Institut International d'Agriculture. *Documentation pour la Conférence de Londres*, 1933, p. 265.

l'augmentation du revenu des individus pourrait doubler ou tripler, le nombre d'automobiles vendues ou de tels autres produits manufacturés, il est au contraire impossible de faire absorber par la même personne, si les besoins essentiels de sa nutrition sont satisfaits, plus d'aliments, du pain par exemple. Pour que la demande sociale du blé augmente, il faut une augmentation parallèle du nombre des consommateurs. Par conséquent, dans la consommation du blé, qui est un produit alimentaire par excellence, d'une nécessité absolue, mais strictement limitée, le nombre des consommateurs et le mouvement démographique jouent un rôle de tout premier ordre.

Cette influence du mouvement de la population sur la consommation et sur le marché du blé en général a été étudiée d'une façon détaillée par le Professeur Henkelmann, dans une monographie intitulée : « Le mouvement démographique et la vente du blé dans le monde » (1). L'auteur de cette étude ne méconnaît pas l'importance considérable du grand progrès accompli dans l'agriculture par sa « mécanisation totale » et par le perfectionnement et la transformation de la quantité et de la qualité des produits agricoles. Pourtant, il estime que, malgré tous les progrès accomplis, les facteurs qui décideront de la structure de l'économie agricole ne doivent pas être cherchés du côté de l'offre. Ces facteurs décisifs, d'après lui, doivent être cherchés plutôt du côté de la demande et précisément dans l'arrêt de l'accroissement de la population dans les pays importateurs de blé.

En effet, dans les quatre pays qui, au moins jusqu'ici,

(1) *Revue Internationale d'Agriculture*, nov. 1933.

ont représenté les principaux débouchés pour le blé, la tendance à la diminution des naissances est très marquée.

Nombre de naissances par mariage.

	Vers 1900	Vers 1929
Allemagne	4,4	1,94
Angleterre	3,7	2,06
France	2,9	2,18
Italie	4,5	3,6

De même en examinant la production mondiale du blé et le mouvement démographique, on arrive à cette constatation que l'augmentation de la production a largement précédé celle de la population. Pendant les années 1925-30, la production mondiale du blé a augmenté de près de 18 %, tandis que la population du monde (non compris la Chine), passait de 1.317 millions en 1913 à 1.506 millions en 1929, soit une augmentation de 14 %.

Mais cette disproportion entre l'augmentation de la production et le mouvement démographique devient encore plus frappante si l'on considère que la consommation de blé par tête d'habitant est très variable suivant les continents. En effet, l'Europe (sans l'U.R.S.S.), bien qu'elle ne représente à peu près qu'un cinquième de la population terrestre, consomme régulièrement les quatre cinquièmes des exportations mondiales du blé. Or, l'accroissement de la population en Europe (sans l'U.R.S.S.) est de beaucoup inférieure à celui de la population totale du monde. Les populations européennes (sans l'U.R.S.S.) comptaient en 1913, 346 millions et en 1929, ce chiffre était de 373 millions, soit une augmentation de 7,7 % (1) seu-

(1) S.D.N. Comité Economique. *Crise agric*, Rome 1931, tome I.p. 27.

lement. Considérant la place prépondérante de l'Europe dans la consommation du blé, il semble que ce soit plutôt ce dernier chiffre qu'il faille prendre comme base de comparaison entre l'augmentation de la production et le mouvement démographique.

Si donc on tient compte de l'inélasticité de la demande du blé et du ralentissement de l'accroissement de la population, dans les pays consommateurs, on comprend facilement que la crise du blé soit devenue nécessairement catastrophique pour l'agriculture. Selon Brinkmann (1) : « C'est l'agriculture qui devra en premier lieu supporter les conséquences du recul de la population puisqu'elle ne peut participer que dans une mesure fort limitée à un déplacement ou à un éveil de nouveaux besoins. Le besoin en produits agricoles a une limite qui ne peut pas être dépassée : la capacité d'absorption de l'estomac humain multipliée par le nombre de personnes à nourrir. Même un simple ralentissement de la population doit se faire d'autant plus sentir que la consommation par tête, surtout des produits consommés en masse et de peu de valeur était presque saturée dès l'avant-guerre, si bien que l'on ne peut pas compter sur une augmentation de la consommation par tête d'habitant aussi forte que celle qui s'est produite surtout pendant les dernières décades de l'avant-guerre ».

Le fait que la consommation du blé ne puisse dépasser, tant que la population reste constante, une limite déterminée, nous explique aussi que les cours du blé soient

(1) *Revue Internationale d'Agriculture*, nov. 1933, p. 441.

tombés plus bas que les prix des marchandises fabriquées. En effet, d'après la loi King pour le blé, « le prix varie en progression géométrique lorsque la récolte varie en progression arithmétique, mais en sens inverse ». Par conséquent, lorsque la production du blé a atteint la limite maximum de la possibilité d'absorption pour la population, le surplus, c'est-à-dire les stocks, pèsent bien davantage sur le marché et les prix subissent des conséquences plus défavorables que ceux d'autres marchandises ayant une demande plus souple et dont la consommation dépend du pouvoir d'achat de la population.

Le tableau suivant nous montre cette différence entre les prix du blé et ceux des autres marchandises dans les principaux pays exportateurs :

	CANADA (1)		ETATS-UNIS	
	Nombre indice général des prix.	Nombre indice des prix du blé.	Nombre indice général des prix.	Nombre indice des prix du blé.
1913....	100	100	100	100
1923....	153	123	144	125
1924....	155	145	140	139
1925....	160	186	148	184
1926....	156	170	143	172
1927....	153	169	137	152
1928....	151	153	138	145
1929....	149	152	136	136
1930....	135	108	124	106
1931....	113	67	105	74
1932....	105	63	93	59

(1) Institut International d'Agriculture. *Documentation pour la Conférence monétaire et économique de Londres*, 1933, p. 266.

D'autre part, la réduction de la consommation du blé par tête d'habitant a contribué aussi à ce déséquilibre. En effet, c'est un fait généralement reconnu qu'avec l'amélioration du niveau de vie d'une population, la proportion des légumes, de la viande et des produits laitiers augmente dans l'alimentation au détriment des produits farineux. D'après des données statistiques de 1931, aux Etats-Unis, on a constaté une diminution de 12 % dans la consommation du pain et par contre, une augmentation de 42 % dans la consommation des fruits et des légumes. Cette même tendance s'est manifestée dans presque tous les Etats européens importateurs de blé.

Consommation de blé par tête d'habitant en Kg. (1)

	1909-1913	1925-28
Allemagne	86	81
Belgique	234	185
Espagne	159	155
France	223	199
Grande-Bretagne	163	154
Suisse	143	140

Cette diminution, soit 5-6 % dans le monde, jointe à une production croissante, devait nécessairement alourdir le marché mondial du blé.

Après un aperçu sommaire sur l'évolution du blé dans le monde, il semble que l'idée de sous-consommation de cette denrée doive être exclue. En effet, on pourrait parler d'une sous-consommation de certains produits alimentaires

(1) S.D.N. *Comité économique, Crise Agricole*, vol. I, p. 28.

comme la viande, le beurre, etc. Leur acquisition exige une capacité financière plus élevée. Au contraire, pour un article consommé en masse et d'une nécessité absolue comme le blé, dont la consommation tend même encore à s'élever avec l'appauvrissement de la population, la sous-consommation est peu probable. En matière de blé, il y a une surproduction générale. Il y a trop de blé dans les pays exportateurs et même dans certains pays qui, au moins jusqu'ici, étaient considérés comme pays importateurs par excellence. Même une baisse encore plus accentuée des prix serait incapable d'augmenter, dans une mesure sensible, la consommation du blé.

§ 2. — Le protectionnisme agraire des pays importateurs de blé.

La désorganisation du commerce et l'effondrement des cours du blé sur les marchés libres ont eu pour conséquence l'abaissement des prix au-dessous du coût de production. Dans ce chaos des prix, il n'est resté aux Etats exportateurs aucun moyen efficace de remédier à cet état de choses. Toutefois, pour soulager la situation désastreuse des agriculteurs, ceux-ci ont eu recours à des moyens différents, soit en accordant une subvention aux cultivateurs sous forme de primes à la production, soit en enflant par des procédés artificiels les prix sur le marché national, en grevant la consommation intérieure. Malgré ces mesures, ils ne sont pas parvenus à améliorer la situation désastreuse de leur population agricole.

En face de cette débâcle du marché du blé, les pays importateurs se sont trouvés par contre dans une situation relativement favorable. Ils sont devenus en quelque sorte les maîtres de la situation. En effet, au fur et à mesure que les prix tombaient sur le marché mondial, il leur était possible, au moyen de barrières douanières, de se défendre contre la baisse continue des prix et par conséquent de maintenir les cours intérieurs à un niveau rémunérateur pour les agriculteurs. Mais, avec la baisse prolongée des cours d'une part et l'élévation successive des tarifs douaniers d'autre part, on s'est trouvé en quelque sorte dans un cercle vicieux dont il semble être presque impossible de sortir.

En effet, chaque fléchissement des prix sur les marchés libres a provoqué une augmentation parallèle des droits de douane, en restreignant ainsi la possibilité d'écoulement des quantités offertes. Les pays importateurs, en défendant ainsi leur marché, ont, par là même, stimulé la production nationale, étant donné qu'à l'aide de cette protection, les cours se sont maintenus à un niveau à peu près constant; en effet, la culture du blé s'est trouvée être, au milieu de la dépression économique générale, un champ d'activité relativement rémunérateur. Avec l'aggravation de la crise du blé, les droits de douane, malgré leur niveau élevé, se sont montrés insuffisants à protéger les prix intérieurs et les pays importateurs se sont vus obligés d'introduire des mesures supplémentaires pour mieux défendre leur marché. Ils ont dû contingenter les importations, fixer un taux minimum de blé indigène dans la fabrication des farines destinées à la consommation inté-

rieure et encore d'autres mesures restrictives. Et, après toutes ces mesures, on est arrivé à ce résultat que les pays importateurs ont considérablement augmenté leur production de blé.

L'importance de l'accroissement de la production des pays importateurs européens nous apparaît saisissante si on compare leur récolte moyenne de 268 millions de quintaux pendant les quatre années 1928-31 et la récolte de 342 millions de quintaux en 1933. L'augmentation se chiffre ainsi par 74 millions de quintaux, soit 27 %.

Par suite d'un protectionnisme agraire exagéré, les prix du blé dans ces pays commencent d'être menacés de deux côtés; d'une part, par les prix extrêmement bas des marchés libres, et d'autre part, par une surproduction à l'intérieur. Les pouvoirs publics sont maintenant obligés, soit d'accorder des primes à l'exportation, soit de stocker les excédents et prendre d'autres mesures fort coûteuses destinées à soulager le marché des offres excessives.

Il est fort compréhensible que les pays importateurs aient réagi contre cette chute profonde des prix du blé sur le marché international. En effet, laisser entrer en franchise le blé étranger, cela signifierait la ruine de leur agriculture. Et chaque pays s'efforce — même en dehors de toute considération économique — de maintenir sa population rurale qui constitue dans tous les Etats la couche la plus saine de la population, en quelque sorte, le réservoir de la nation.

Toutefois, si on fait la comparaison entre les droits de douane d'avant-guerre et ceux en vigueur au commencement de l'année 1933, il semble que leur élévation soit

exagérée et qu'ils ne soient point proportionnels à la chute des prix. Ils ont triplé et même quadruplé dans certains pays.

*Taux des droits d'importation sur le blé
en francs-or par quintal (1)*

	ALLEMAGNE		FRANCE		ITALIE	
	1913	1 ^{er} janv. 1933	1913	1 ^{er} janv. 1933	1913	1 ^{er} janv. 1933
Blé	6,79	30,93	7,00	16,32	7,50	19,87
Farine de blé ..	12,59	57,17	13,50	32,32	11,50	29,77

Avec des barrières douanières si élevées, les pays importateurs prennent, non seulement la défense de leur agriculture, mais tendent à une autarchie agricole complète. Cette tendance se dessine dans la plupart des pays comme un fait général depuis la guerre mondiale. Elle se peut, dans une certaine mesure, justifier par des raisons politiques, mais, ce qui est certain, c'est que cette aspiration des Etats à se suffire eux-mêmes constitue une anomalie économique.

Avec ces droits prohibitifs et autres restrictions à l'importation du blé les Etats vont vers un isolement économique complet. On se trouve aujourd'hui en présence de ce paradoxe économique que, par exemple, le taux des droits de douane sur le blé dans les pays importateurs dépasse souvent trois à quatre fois le prix de cette céréale sur les marchés libres. En effet, pendant l'année commerciale 1932-33, le blé Manitoba I. était coté à Win-

(1) Inst. Int. d'agriculture. *Documentation pour la Conférence de Londres 1933*, p. 156.

nipeg 8 francs-or le quintal, tandis qu'en même temps, les tarifs douaniers frappant le blé dépassaient en Allemagne 30 francs-or par quintal. De même, par suite de cette politique agraire des pays industriels, les prix du blé sont extrêmement variables suivant les marchés, comme l'indiquent les chiffres suivants :

Prix moyens du blé en francs-or par quintal (1).

Année commerciale	Winnipeg	Paris	Milan
1913	16,8	27,80	28,20
1924-25	32,0	33,90	35,00
1929-30	23,76	28,30	35,99
1930-31	13,30	35,50	29,80
1931-32	10,20	33,90	28,40
1932-33	8,00	22,80	28,30

Ce fléchissement léger qu'ont subi les prix sur les marchés protégés est dû exclusivement à l'augmentation de la production nationale provoquée par un protectionnisme exagéré.

Le développement à outrance de la culture du blé dans les pays qui y sont moins naturellement aptes a causé de graves difficultés aux pays que la structure de leur sol et leur climat destinaient uniquement à la production des céréales.

Cette politique nettement agricole des pays industriels de l'Europe a mis notamment les Etats danubiens exportateurs de blé dans une situation catastrophique. Sans doute les pays d'outre-mer souffrent aussi de cette

(1) *Op. cit.*, p. 306.

autarchie agricole parce qu'ils sont les principaux fournisseurs de l'Europe. Toutefois, ces conséquences ont été plus graves pour les premiers pour la raison que ce sont précisément leurs marchés naturels et les plus proches qui menacent de fermer la porte à toute importation de blé. Ce sont les restrictions considérables sur le marché autrichien et la fermeture presque complète des marchés allemand et tchécoslovaque qui ont été catastrophiques pour l'agriculture danubienne. Auparavant, ces pays étaient privilégiés sur ces marchés étant donné que la navigabilité du Danube leur permettait d'écouler leurs exportations moyennant un coût de transport minime et pouvaient ainsi tenir aisément tête à la concurrence américaine. Maintenant, au contraire, ils se voient obligés d'exporter la plus grande partie de leur blé sur les marchés de l'Europe occidentale, d'où des frais de transport élevés qui ont aggravé leur situation vis-à-vis des pays d'outre-mer. Les chalands danubiens se dirigent maintenant en aval, vers Braïla où, après transbordement, le blé est expédié par voie de mer dans les ports de la mer du Nord. Or, les chiffres suivants nous montrent que les frais de transport de Braïla-Anvers sont plus élevés que ceux de New-York-Liverpool, par exemple.

Frêts moyens mensuels en francs-or par quintal (1).

	Mer-Noire Anvers-Hambourg	Canada Angleterre	New-York- Liverpool
Janvier 1928.....	1,51	1,16	1,06
— 1931.....	1,35	0,87	0,87
— 1932.....	0,85	0,69	0,64

(1) *Annuaire International de Statistiques Agricoles*, 1931-32, Rome 1933.

Pour prendre connaissance du protectionnisme agraire des pays importateurs de blé danubien, il est nécessaire d'exposer brièvement sa genèse dans les principaux de ces pays.

I. — *Protectionnisme agraire en Allemagne.*

L'Allemagne constituait avant la guerre et pendant les années d'après-guerre jusqu'en 1930 le plus grand débouché pour le blé de l'Europe centrale. Avant la guerre, elle importait annuellement à peu près 18 millions de quintaux et pendant les années qui ont suivi la guerre, les importations allemandes ont encore augmenté, atteignant une moyenne annuelle de 21 millions de quintaux entre les années 1924-28. Ce n'est qu'à partir de 1930, après l'effondrement des cours du blé sur les marchés mondiaux, que l'Allemagne a inauguré une politique agraire tendant nettement à une autarchie agricole complète.

Le protectionnisme agraire en Allemagne ne date que de 1925. En effet, le traité de Versailles a interdit à l'Allemagne de percevoir des droits de douane ou d'ériger d'autres obstacles à l'importation. Dans ces conditions, la culture du blé — étant donnés les frais de production assez élevés — n'était rentable que sur les terres les meilleures de sorte que les superficies cultivées en blé avaient sensiblement diminué.

L'interdiction d'établir des droits de douane a pris fin au mois d'août 1925. L'Allemagne a, le même mois, intro-

duit un droit d'importation sur le blé, d'ailleurs encore très inférieur à celui d'avant-guerre. Ce dernier, 7,5 R.M. par quintal, n'est entré en vigueur qu'à partir de juillet 1929. Mais, dès le commencement de l'année 1930, par suite d'une tendance accentuée à la baisse et particulièrement la brusque chute des prix du blé en juillet 1930 ont amené le gouvernement à procéder à un relèvement successif des droits de douane. Au mois d'octobre, les tarifs pour le blé furent élevés à 25 R.M. par quintal et les droits sur la farine ont atteint à la même date 51,10 R.M. par quintal.

Ce taux des droits de douane n'a pas changé depuis mais, par contre, d'autres mesures administratives ont été prises qui ont aggravé l'importation du blé. C'est ainsi qu'à partir du mois d'août 1931, le taux minimum du blé indigène pour la mouture a été fixé à 97 %.

Par ailleurs, en même temps qu'elle importait des quantités considérables de blé, l'Allemagne exportait beaucoup de seigle. Or, au moyen des tarifs et de la fixation d'un taux minimum de blé pour la fabrication des farines destinées à la consommation intérieure, le gouvernement a maintenu les hauts prix du blé, tandis que les prix du seigle ont sensiblement fléchi. En 1931, les prix du blé et du seigle ont été cotés à la Bourse de Berlin respectivement 23,6 et 19 R.M. Cette différence de prix a fortement stimulé la culture du blé tandis que celle du seigle a diminué.

*Superficie cultivée en blé et en seigle
en millions d'hectares (1).*

	Année	Blé	Seigle
Moyenne	1923-27.....	1,56	4,55
	1928	1,72	4,63
	1929	1,60	4,72
	1930	1,78	4,70
	1931	2,16	4,30
	1932	2,28	4,45
	1933	2,31	4,41

Voici maintenant quelques chiffres montrant l'augmentation de la production de blé en Allemagne :

	Années	Production en millions de quint.	Rendement en quintaux par hect.
	1923	29	19,6
Moyenne	1924-27.....	28,8	22,1
	1928-31	38,8	22,3
	1932	50	22
	1933	56	—

La production du blé a atteint, par suite d'une protection exagérée et aussi par suite de quelques bonnes récoltes, un tel niveau qu'elle devait suffire à l'avenir à pourvoir aux besoins de toute l'Allemagne. En effet, pendant l'année commerciale 1932-33 elle n'a importé que 8,3 millions de quintaux de blé, mais pendant cette même année, elle a exporté aussi 5,6 millions, c'est-à-dire le dé-

(1) *Revue Internationale d'Agriculture*, juillet 1933, p. 260.

ficit extérieur n'était que de 3 millions contre une moyenne de 21 millions pendant les années 1924-28. Et, après la récolte abondante de 56 millions de quintaux en 1933, l'Allemagne se trouve avoir des quantités considérables disponibles pour l'exportation : d'octobre 1933 à janvier 1934, elle a exporté 2 millions de quintaux.

A défaut d'importation, les cours ont commencé à baisser : ils étaient en Allemagne plus bas en 1933 que durant les années précédentes. Cela a obligé le Gouvernement à procéder le 1^{er} octobre 1933 à la fixation des cours pour toute l'année commerciale 1933-34. Le prix a été fixé à 18,2 R.M. le quintal pour le mois d'octobre ; augmentant peu à peu, pour atteindre 19,5 R.M. au mois de juin 1934. Le Consortium National des Meuniers allemands, créé au mois d'août 1933, est obligé d'acheter le blé aux prix fixés par le Gouvernement. Le marché à terme est interdit et l'importation est limitée au trafic des échanges ; cette faculté est réservée exclusivement aux membres du Consortium National des Meuniers allemands.

II. — *La politique agraire en Autriche.*

Dans l'ancienne monarchie austro-hongroise, il existait une protection douanière pour l'ensemble de l'agriculture de l'Empire ; mais étant donné que le territoire de l'Autriche proprement dite est moins apte à la production des céréales que les autres provinces de la monarchie, la culture du blé n'occupait qu'une place secondaire dans l'activité économique. Au sein de l'agriculture, ce sont

plutôt l'élevage et l'exploitation forestière qui se sont bien développés.

D'ailleurs, l'Autriche actuelle appartenait aux provinces industrielles de la monarchie et Vienne constituait le centre financier et commercial de l'Empire. Par conséquent, ce sont les produits manufacturés et les services bancaires et commerciaux qui fournissaient la majeure partie de l'actif de la balance des comptes. La presque totalité de ces exportations et de ces services était destinée aux autres provinces de l'Empire et elle importait des produits alimentaires et surtout des céréales des provinces agricoles.

Après la guerre, la situation a subitement changé. L'Autriche avec sa capitale a cessé d'être le centre d'un vaste Empire. De plus, les exportations de produits industriels autrichiens se sont heurtés à des barrières douanières des Etats successeurs de l'ancienne monarchie. Par suite de ces changements politiques, la protection de l'agriculture en Autriche s'est imposée. En effet, tandis que les exportations rencontraient des difficultés de plus en plus grandes à s'écouler, les importations de produits agricoles restaient par contre considérables : en effet, Vienne, avec une population de 2 millions d'habitants sur un total de 6,8 millions, représente un centre important de consommation de produits alimentaires. Or, dans ces conditions, pour équilibrer, ou du moins, réduire le passif de la balance commerciale, le développement de la production agricole est devenu inévitable.

Dès l'année 1924, l'Autriche a introduit des droits de douane sur le blé qui oscillaient suivant le prix du blé

sur le marché intérieur, entre 0,50 et 4 couronnes-or par quintal. Dans les traités de commerce conclus pendant les années 1927-28 avec la Hongrie et la Yougoslavie, les droits sur le blé ont été élevés à 2 couronnes-or par quintal et à 5 couronnes-or pour la farine. D'ailleurs, ces droits conventionnels étaient appliqués à tout blé de provenance des pays environnants qui sont les principaux fournisseurs de l'Autriche pour les céréales. Au contraire, les envois des pays n'ayant pas passé de traité de commerce étaient frappés par des droits généraux de 6 couronnes-or par quintal. Ces tarifs conventionnels de 2 couronnes-or sont restés en vigueur jusqu'au 15 juillet 1931. A partir de cette date, les droits sur le blé ont été de nouveau modifiés et portés à 10 couronnes-or et à 23 couronnes-or pour la farine. En outre, les entrées de céréales ont été soumises à l'obtention d'un permis spécial d'importation. En sus de ces droits, il a été perçu, à partir du 1^{er} janvier 1931, une taxe spéciale de 2 % *ad valorem* des quantités de blé importées et de 7 % sur l'importation des farines. Toutefois, l'Autriche a conclu des traités de commerce avec une clause préférentielle, pour une quantité de blé limitée, avec les Etats environnants; bien entendu, cette clause ne pouvait entrer en vigueur qu'avec le consentement des autres Etats ayant avec l'Autriche un traité de commerce contenant la clause de la nation la plus favorisée. Sur cette base l'Autriche a conclu au mois de mars 1932 un traité de commerce avec la Yougoslavie, et au mois de juillet 1933 avec la Hongrie, en accordant à une quantité annuelle de 500.000 quintaux de blé d'origine yougoslave et hongroise une réduction de 3,20 couronnes-or par quin-

tal, sur le montant des droits en vigueur au moment de l'importation.

En dehors de la protection douanière, le Gouvernement autrichien est aussi directement intervenu en faveur de la production des céréales. Une loi du 16 juillet 1930 portant « mesures de secours extraordinaires pour venir en aide à la crise agricole » a institué un fonds spécial de 96 millions de schillings ayant pour but « de concéder des primes de culture et en vue de soutenir le traitement des céréales panifiables ainsi qu'en vue de prêter une aide extraordinaire aux paysans en montagne » (1).

Toutes ces mesures ont eu une influence favorable sur l'augmentation de la production du blé qui a presque doublé, surtout par suite de l'amélioration du rendement par hectare, depuis 1923.

Année	Superficie (2) en 1.000 d'hec- tares	Production en 1.000 de quintaux	Rendement en quintaux par hectare
1923	190	2.400	12,6
Moyenne 1928-31....	210	3.200	15,2
1932	220	3.550	15,9
1933	221	4.700	

Avec cette augmentation de la production, le marché autrichien se ferme de plus en plus aux importations du blé étranger. Pendant la période 1928-31, l'Autriche a encore importé une moyenne annuelle de 4,2 millions de quintaux de blé. Au contraire, pendant l'année commerciale

(1) *Revue Intern. d'Agriculture*, 1933, juillet, p. 270.

(2) *Inst. Intern. d'Agricult.* Documentation pour la Conf. de Londres, 1933, pp. 276, 282, 288.

1932-33 ces importations sont tombées à 3 millions de quintaux. Les besoins d'importation, pour l'année 1933-34 ne sont évalués qu'à 2,5 millions de quintaux.

III. — *Le protectionnisme agraire en Tchécoslovaquie.*

La Tchécoslovaquie, l'un des Etats successeurs de l'ancienne monarchie austro-hongroise, a commencé à protéger sa production en blé, dès l'année 1926. Cette protection fut inaugurée et plus tard considérablement agrandie surtout sous l'influence du parti agrarien. Au mois de juillet 1926, ont été établis des droits de base : sur le blé, de 30 couronnes tchèques par quintal et sur la farine 70 couronnes. Mais à partir de 1930, ces droits se sont montrés insuffisants à protéger les agriculteurs contre la baisse des cours du blé sur les marchés mondiaux. Le gouvernement a donc été obligé d'introduire au mois de juin 1930 des droits mobiles qui sont maintenant appliqués comme des droits supplémentaires, en plus des droits de base établis en 1926. Le maximum de ces droits supplémentaires a été fixé à 25 couronnes par quintal de blé, et à 75 couronnes par quintal de farine. Le montant de ces droits supplémentaires applicables a varié suivant le mouvement des prix moyens trimestriels du blé à la Bourse de Prague. Mais, pour éviter la spéculation inévitable à la suite de l'application de ces droits mobiles, le gouvernement a créé en même temps des certificats d'importation qui sont devenus obligatoires.

Les droits supplémentaires ont atteint au mois de novembre 1930 leur maximum. Par conséquent, à partir

de cette date, un quintal de blé importé en Tchécoslovaquie est frappé d'un droit de 55 couronnes. En même temps, la farine destinée à la consommation intérieure devait contenir au moins 75 % de farine indigène. Avec l'élévation au maximum des tarifs mobiles, les droits sur la farine ont atteint au mois de juillet 1932, 145 couronnes par quintal.

Toutes ces mesures se sont montrées insuffisantes à défendre efficacement les prix du blé sur le marché national. C'est alors que le gouvernement a décidé de réglementer directement les importations. Au mois de juillet 1931, a été créée une commission interministérielle qui a été autorisée à fixer chaque mois les contingents de blé à importer, de telle manière que les intérêts des producteurs et des consommateurs soient assurés. Le prix du blé à l'intérieur devait être maintenu à un niveau correspondant au coût de production du blé indigène. Cette commission a fonctionné pendant une année, et à la fin de juillet 1932, elle a été remplacée par une société privée, le « Syndicat des céréales tchécoslovaques » qui comprend les grandes organisations intéressées à l'importation des céréales.

Le syndicat fixe chaque mois le contingent de blé à importer et la commission de devises, sur la base de la décision du syndicat, choisit les pays d'où les céréales seront importées. La tâche principale du syndicat consiste à ne pas laisser fléchir les prix des céréales indigènes, par suite d'importation excessive, au-dessous des prix fixés par le gouvernement. Le prix du blé a été fixé à un minimum de 150 couronnes. Toutefois, pour ne pas lais-

ser montrer les prix, par une restriction exagérée des entrées au delà d'un certain taux, le gouvernement a fixé en même temps un prix maximum de 175 couronnes.

Par suite de ces mesures, la production du blé a considérablement augmenté, ce qui a nécessairement abouti à une diminution de l'importation. Le tableau suivant est particulièrement instructif au point de vue de l'évolution de la culture et de l'importation du blé en Tchécoslovaquie.

Année	Superficie (1) cultivée en 1.000 d'hectares	Production en millions de quintaux	Importations en millions de quintaux
1923	700	11,4	5,6
Moyenne 1924-27....	720	11,6	5,5
1928-31 ...	810	13,4	4,9
1932	830	14,6	2,9
1933	920	17,8	0,5 (2)

IV. — *Protectionnisme agraire en France.*

Dans les autres pays de l'Europe occidentale importateurs de blé qui d'ailleurs ont occupé une place moins importante au point de vue du placement du blé danubien, le protectionnisme agraire poussé à outrance a abouti au même résultat : augmentation considérable de la production qui se manifeste par une surproduction devenue chronique. C'est ainsi qu'en France, le problème du blé est à l'ordre du jour depuis des années. Déjà une loi du 1^{er} décembre 1929, en vue du maintien des prix à l'intérieur, a autorisé le gouvernement à fixer par décret le

(1) *Op. cit.*, pp. 276, 282, 296.

(2) Prévvision pour l'année commerciale 1933-34.

« pourcentage minimum des blés indigènes que les meuniers devront obligatoirement mettre en œuvre pour la fabrication de leurs farines, qui pourront seules être employés pour la panification et autres moyens alimentaires ».

A partir du 5 décembre 1929, ce pourcentage minimum de blé indigène a été fixé à 97 %. L'année suivante, après les fléchissements des cours du blé sur les marchés internationaux, ces droits de douane ont été portés de 50 à 80 francs par quintal. Après les mauvaises récoltes de 1930 et 1931, les cours intérieurs du blé ont considérablement augmenté. Les prix moyens d'un quintal de blé à la Bourse de Paris ont été de 175 francs pendant l'année commerciale 1930-31, contre 139 en 1929. Malgré cette hausse des prix, les droits de douane n'ont pas été diminués, on s'est contenté d'abaisser le taux minimum de blé indigène pour la mouture à 50 %.

La récolte abondante de 1932 a obligé le gouvernement à intervenir sur le marché. C'est ainsi qu'au mois de février 1932, l'Intendance a été chargée d'acheter avant le 31 mai 1933 pour 300 millions de francs de blé indigène afin de former un stock de sûreté. Le prix d'achat a été fixé à 115 francs; d'autre part, le taux minimum de blé indigène pour la mouture a été successivement relevé et au mois de mars 1933 il a été porté à 100 %, rendant ainsi impossible toute importation.

Par suite de la récolte de 92,1 millions de quintaux en 1933, la plus grande enregistrée jusqu'ici en France, les prix du blé ont été fortement menacés sur le marché national. Dans ces circonstances, le gouvernement s'est

décidé à fixer les prix. La loi du 10 juillet 1933 « portant fixation d'un prix minimum pour le blé, et tendant à l'organisation et la défense du blé », a fixé, dans son article premier, pour l'année commerciale 1933-34, le prix minimum au-dessous duquel le quintal de blé ne pourra pas être vendu à 115 francs. Parmi les mesures de soutien des cours, cette loi a prévu le report, la dénaturation et des primes à l'exportation. Pour le financement du stockage et des primes à l'exportation, une somme devant s'élever jusqu'à concurrence de 300 millions de francs, a été prévue par l'application de certaines recettes douanières et d'une taxe à la mouture.

Enfin, pour lutter directement contre la surproduction, l'article 4 de la loi du 28 décembre déclare : « Il est interdit, sous peine d'amende de 500 francs par hectare, de cultiver du blé sur une terre qui en a déjà porté l'année précédente, ainsi que d'ensemencer des blés de printemps, en 1934, sur des terres autres que celles qui étaient destinées aux blés d'automne selon l'assolement normal ».

En commentant le protectionnisme agraire en France, le *Temps* (1) ajoute entre autres : « Les excès du protectionnisme ont amené une surproduction de blé, qui, après la taxation, menace de devenir chronique. Bien que les prix officiels, dans la plupart des cas ne soient pas respectés, les emblavements ne paraissent pas être réduits. Habitué à compter sur l'Etat-Providence, les producteurs s'imaginent qu'il finira toujours par les tirer d'embarras... »

(1) *Le Temps* du 28 décembre 1933.

V. — *Protectionnisme agraire en Italie.*

En Italie, depuis 1925, la production du blé est systématiquement développée, également. En effet, c'est en 1925 qu'a commencé la « bataille du blé » qui tend à assurer à l'Italie le blé dont elle a besoin. Les droits de douane qui ont été supprimés en 1921 furent de nouveau introduits en 1925 et fixés à 7,5 lires-or par quintal. En dehors de cette protection douanière, le gouvernement a subventionné les constructions de silos, ce qui a permis de warranter le blé emmagasiné et par là d'empêcher des offres précipitées aussitôt après la récolte.

Ce qui caractérise surtout la politique agraire italienne, consiste en ceci que le gouvernement vise à obtenir une augmentation de la production du blé non tant par accroissement des surfaces cultivées, que par une augmentation du rendement à l'hectare. Ce but a été poursuivi notamment par la loi du 24 décembre 1928 portant sur la bonification intégrale des terres.

Pour atteindre une amélioration du rendement en dehors du perfectionnement de la technique agricole, une propagande intense pour l'emploi des engrais chimiques et des semences sélectionnées a été faite. Plus de 35.000 champs de démonstration et environ 2.000 stations publiques de sélection mécanique du blé ont été instituées dans tous les pays. Tous les ans, des concours nationaux pour la « victoire du blé » sont organisés, concours dotés de primes distribuées aux producteurs qui ont obtenu le rendement le plus élevé par hectare par rapport à la moyenne des exploitations environnantes.

Les premiers résultats de cette « bataille du blé » se sont manifestés par la récolte très abondante en 1929 de 70,8 millions de quintaux, qui a été supérieure de 24 % à la moyenne de 1923-27.

L'effondrement des cours du blé dans le monde en 1930 a provoqué des augmentations successives des droits de douane qui ont atteint leur point culminant au mois d'août 1931 avec 75 livres par quintal de blé, et avec 112,35 livres par quintal de farine. En même temps, l'emploi d'un taux minimum de blé indigène dans la mouture, dont le montant a varié suivant les tendances des prix sur le marché national, est devenu obligatoire.

Les résultats de ces diverses mesures sont significatifs. La production italienne de blé pendant la période 1909-13 était d'une moyenne annuelle de 49 millions de quintaux avec un rendement de 10,5 quintaux par hectare.

Par contre, dans la période de 1926-31, qui tombe dans la période de la bataille du blé, la production moyenne annuelle s'est élevée à 62 millions de quintaux, avec un rendement de 17,5 quintaux par hectare.

Les répercussions de cette augmentation ont été considérables sur les importations.

Importations de blé en Italie, en millions de quintaux (1).

	Année	
Moyenne	1924-28	22,76
	1931-32	10,23
	1932-33	5,08
Prévisions pour..	1933-34	1,00

(1) *Documentation pour la Conf. de Londres 1933*, p. 296.

Les excès du protectionnisme agraire des pays importateurs ont abouti partout aux mêmes résultats. Les pays qui, il y a quelques années, étaient considérés comme les débouchés les plus importants du blé, particulièrement pour celui des pays danubiens, ont cessé de l'être. Quelques-uns parmi eux sont même devenus exportateurs et commencent à faire concurrence aux vieux pays agricoles.

Les pays de l'Europe industrielle procèdent maintenant dans les pays danubiens à des achats de blé qui doivent plutôt être considérés comme des opérations financières.

En effet, une grande partie de ces achats est effectuée essentiellement soit en contre-partie à l'exportation des produits industriels, soit en liquidation des créances bloquées dans les pays danubiens; notamment ce cas s'est présenté avec les achats de blé effectués par l'Allemagne en Hongrie. N'ayant pas besoin de blé étranger, l'Allemagne a immédiatement revendu à Liverpool et à Rotterdam ces quantités achetées, c'est-à-dire sur les mêmes marchés où la Hongrie exporte une partie de ces excédents.

De même, la Tchécoslovaquie s'est obligée, en vue d'une collaboration économique plus étroite entre les pays de la Petite Entente, à acheter 200.000 tonnes de blé et autant de maïs en Roumanie et en Yougoslavie. Mais, suivant les déclarations du Ministère de l'Agriculture, ces céréales pénétreront sur le marché tchéco-slovaque qu'au fur et à mesure des besoins intérieurs, tandis que le reste sera revendu sur les marchés de l'Europe occidentale.

§ 3. — Les Pays danubiens agricoles
et la crise du blé.

Dans la dépression actuelle des prix de céréales parmi les pays exportateurs, les Etats agricoles du bassin danubien forment à cause de leur structure particulière un groupe spécial. Malgré le rôle relativement modeste que jouent ces pays sur le marché des céréales, leur organisation économique n'est pas moins basée presque entièrement sur l'agriculture. Tandis que dans les pays d'outre-mer, par exemple, aux Etats-Unis et au Canada, il existe à côté de l'agriculture une industrie considérablement développée, dans les pays danubiens, au contraire, c'est l'agriculture qui constitue la source presque unique de la prospérité nationale. En effet, si l'on considère le nombre de la population qui tire ses moyens d'existence exclusivement de cette branche de l'activité économique, on voit que ce chiffre y est extrêmement élevé.

*Population active et inactive, vivant de l'agriculture
en % de la population totale (1).*

BULGARIE	75,35
HONGRIE	55,75
ROUMANIE	78,00
YOUGOSLAVIE	76,00

De même le caractère essentiellement agricole de ces pays se manifeste dans les statistiques du commerce ex-

(1) *Annuaire intern. de statist. agric.*, 1930-31, tabl. 363.

térieur. Presque les trois quarts de leurs exportations sont fournis par les produits du sol.

En prenant seulement la valeur du blé et de la farine exportés par rapport à la valeur totale des exportations danubiennes, il ressort que ces produits y occupent une place de tout premier ordre.

*Valeur du blé (y compris la farine) exporté en %
de la valeur totale des exportations (1)*

Pays	1930	1931	1932
Bulgarie	2,8	11,5	15,1
Hongrie	17,2	12,6	10,4
Roumanie	5,7	12,9	—
Yougoslavie	7,4	10,2	5,7

Etant donné ce caractère particulier, il en résulte aussi que leur « potentiel » économique et financier dans les relations internationales, dépend de la valorisation de leurs exportations. En effet, les importations de produits industriels ne peuvent être compensées que par des exportations principalement agricoles. De même, l'excédent de la balance commerciale dans ces pays, constitue l'unique élément actif important de la balance des paiements : les revenus du portefeuille étranger sont nuls, les ressources provenant des envois des émigrés, qui autrefois consti-

(1) S.D.N. *Statistiques du Commerce extérieur*, 1931 et 1932, Genève 1933.

tuaient un poste important, ont considérablement diminué ces dernières années, par suite de la dépression économique générale. Or, avec l'avilissement des prix des produits agricoles, la valeur des exportations danubiennes a considérablement diminué, alors que les charges extérieures de ces pays résultant des dettes antérieures contractées restaient fixes. Dans ces conditions, pour éviter l'effondrement de la monnaie nationale, ils ont été obligés d'une part de restreindre ou de suspendre tout paiement à l'étranger, et d'autre part, de diminuer le volume des importations à l'aide du contingentement et au moyen d'entraves à la liberté du trafic des devises.

D'autre part, le trait caractéristique de l'agriculture danubienne, et qui la distingue de celle des pays d'outremer, c'est la petite propriété, et sa structure éminemment paysanne. En effet, tandis que dans ces derniers l'étendue d'une exploitation est par exemple de 564,2 hectares (1) en Argentine, et de 269,2 hectares en Australie, par contre, en Bulgarie, 57 % du nombre total des propriétés agricoles sont d'une étendue inférieure à 5 hectares. Les propriétés entre 5-10 hectares représentent 23 %, celles entre 10-15 hectares 9 %, et les propriétés supérieures à 15 hectares ne représentent que 9 % du total des exploitations. En Roumanie et en Yougoslavie, pays où la réforme agraire après la guerre a été particulièrement radicale, la petite propriété est en immense majorité. C'est ainsi qu'en Roumanie, 73 % des terres arables appar-

(1) *Revue hongroise de statistique*, juin 1933, p. 417.

tiennent à des propriétaires possédant moins de 10 hectares.

Même en Hongrie, pays qui a procédé à une réforme agraire moins profonde, et où la grande propriété est considérable par rapport aux autres pays danubiens, c'est toujours la petite propriété qui prédomine. Ainsi, les exploitations agricoles entre 0-100 harpants cadastraux (1 harpant cadastral : 0,57 hectares) occupent 51,7 % des superficies cultivables. Et même, parmi celles-ci, les deux tiers ne dépassant pas 5 harpants. Les propriétés moyennes (entre 100-1000 harpants) représentent 18,2 % et les grandes exploitations (plus de 1.000 harpants) occupent 30,1 % du total des superficies. 65 % de la culture du blé, et 80 % de l'élevage des bestiaux se trouvent aux mains des petits propriétaires.

Dans toutes ces économies agricoles, l'exploitation est familiale et manuelle, à la différence des vastes fermes américaines, le travail mécanique y est presque impossible. De même, il est impossible, faute de capitaux nécessaires, d'y procéder à la rationalisation et à l'intensification de la culture. Selon le système traditionnel d'exploitation, on y pratique encore généralement la culture extensive et peu rationnelle. Il en résulte que la productivité moyenne par hectare y est relativement peu élevée, surtout si on la compare avec le rendement obtenu par l'agriculture des pays industriels de l'Europe centrale et occidentale. Dans ces pays, c'est aussi la petite propriété qui prédomine; mais disposant de moyens financiers suffisants et appliquant la culture intensive ils ont réussi à obtenir des résultats beaucoup plus favorables.

Rendement de blé par hectare en quintaux (1)

Année —	Moyenne de 4 pays danubiens —	France —	Allemagne —	Tchéco- slovaquie —
1923	10,8	13,6	19,6	16,2
1925	10,8	16,00	20,7	17,4
1928-31	11,9	13,3	22,3	16,5
1932	8,0	15,2	22,0	17,6

Bien que ne disposant que de terres en général médiocres, les pays importateurs européens ont réussi, grâce à l'emploi des engrais chimiques, à presque doubler le rendement par rapport au rendement danubien.

De même, la situation des pays danubiens est particulièrement aggravée dans la dépression actuelle par le fait de l'endettement exagéré de l'agriculture. Les paysans se sont presque entièrement libérés des dettes pendant les années d'inflation, largement pratiquée dans tous ces pays. Mais, obligés de reconstituer leur outillage d'exploitation, usé et en partie détruit pendant la guerre, ils ont fait des investissements à crédit, pendant la période durant laquelle l'indice des prix des produits industriels a été constamment au-dessus de celui des produits agricoles. A ces dettes ainsi contractées, s'ajoutait la cherté des capitaux dans ces pays, où le taux d'intérêt est généralement quatre fois plus élevé que dans l'Europe occidentale. De plus, par suite de la mauvaise organisation du crédit, ils sont très souvent à la merci des usuriers, et sont obligés de payer des intérêts allant jusqu'à 30 ou

(1) Inst. Int. d'Agric. Doc. pour la Conf. de Londres 1933, pp. 286, 288.

40 %. Les charges résultant de ces dettes sont devenues de plus en plus lourdes au fur et à mesure que leurs revenus diminuaient. Mais ce n'est qu'avec l'effondrement des cours des céréales, en 1930, que le service des intérêts et des annuités est devenu écrasant pour eux. En même temps, par suite de cette chute, ils ont été obligés de combler leur déficit d'exploitation avec de nouveaux emprunts. Avec l'aggravation de la crise dans tous ces pays, les gouvernements ont été obligés de décréter des moratoires temporaires pour les dettes agricoles et d'interdire toute exécution forcée contre les paysans. On procède maintenant dans ces pays à une réglementation définitive des dettes agricoles, qui finira probablement par une annulation pure et simple d'une partie de leur montant, étant donné que les paysans sont dans l'impossibilité de les acquitter, par suite de la diminution énorme de leurs revenus.

En Bulgarie, à la fin de 1930, la somme totale des dettes pour 750.000 exploitations agricoles s'élevait à 5.745 millions de leva (1 leva : 0,18 frs), ce qui correspond à une moyenne de 7.629 leva par propriété rurale ou à peu près 1.511 leva par hectare cultivé. Ce sont surtout les dettes contractées par les agriculteurs bulgares auprès des usuriers et des particuliers qui sont les plus lourdes pour eux. Au contraire, le taux des intérêts réclamés par la Banque Agricole, le plus important fournisseur de crédit à l'agriculture, qui était de 12 % en 1929, a été progressivement réduit à 9 %. Avec l'aggravation de la situation économique, l'endettement de l'agriculture en Bulgarie n'a pas cessé d'augmenter et, au commencement de 1933, on

évaluait le montant total de la dette agricole bulgare à un chiffre d'environ 12 milliards de leva (1).

Parmi ces pays, c'est l'agriculture hongroise qui est le plus lourdement chargée de dettes. La dette totale, hypothécaire et non hypothécaire (non compris les prêts accordés par la coopérative pour le règlement financier de la réforme agraire), s'élevait pour celle-ci, au milieu de l'année 1933, à un chiffre de 1.902 millions de pengoes (2) (1 pengoe : 3,20 frs.). L'ensemble des terres grevées de dettes s'élevait à 5,27 millions de harpants cadastraux, soit une charge moyenne de 361 pengoes par harpant. Le fait qui caractérise l'endettement de l'agriculture hongroise, consiste en ceci que les charges de la petite propriété dépassent de beaucoup celles de la moyenne et de la grande propriété.

En effet, tandis que l'endettement moyen, par harpant, dans la petite propriété (de 0-5 harpants) s'élevait à 740,2 pengoes, par contre celui des propriétés entre 500-1.000 harpants n'était que de 303,1 pengoes par harpant. Que les dettes agricoles soient devenues exagérées, surtout pour les petites exploitations, cela résulte du fait que la charge moyenne d'un harpant cadastral des propriétés au-dessous de 5 harpants dépasse de 54,8 fois le revenu cadastral annuel net.

Il est intéressant de comparer l'évolution des charges d'intérêts de l'agriculture hongroise à la baisse des prix du blé, sur le marché national. En 1928, la charge résultant du service d'intérêt a été de 94,8 millions de pengoes ;

(1) *Op. cit.*, p. 67.

(2) *Revue Hongroise de Statistique*, N° 10, 1933, p. 758.

si on considère le prix du blé en 1928, cette somme aurait pu être acquittée au moyen d'une quantité de 3,8 millions de quintaux de blé. En 1930, cette charge d'intérêt s'est élevée à 155,5 millions de pengoes, ce qui correspondait, d'après le niveau des cours du blé cette même année, à 11,4 millions de quintaux. Par conséquent, tandis que le montant des intérêts de 1928 à 1930 n'augmentait que de 60 %, par contre, pendant la même période, la quantité de blé qui aurait été nécessaire pour les acquitter augmentait de 300 % (1).

En Roumanie, d'après les données officielles, la dette de l'agriculture roumaine s'élevait en 1932 à 52,3 milliards de leu. En Roumanie aussi c'est la petite propriété qui est la plus lourdement chargée. Les 9,2 millions d'hectares appartenant aux exploitations de moins de 10 hectares sont grevées de 37,3 milliards de leu (1 leu : 0,15 frs), soit en moyenne 4.040 leu par hectare. Au contraire, les 5,2 millions d'hectares des propriétés de plus de 10 hectares ne sont endettés que de 2.870 leu par hectare environ.

L'agriculture yougoslave était chargée, à la date du 1^{er} octobre 1932, d'une dette de 6 milliards de dinars (1 dinar : 0,35 frs). Ce chiffre ne tient compte d'ailleurs que des données de 87,1 % du nombre des communes, de sorte que le total de l'endettement agricole en Yougoslavie a été évalué à peu près à 7 milliards de dinars. Et la charge moyenne par hectare y était environ 1.400 dinars (2).

(1) HANTOS E. : *L'intégrité économique de la Hongrie*, Budapest 1932 (en hongrois), p. 105.

(2) *Revue Hongroise de Statistique*, 1933, N° 3, p. 167.

La situation particulière des pays danubiens dans la crise agricole est en partie aussi aggravée par suite de profondes transformations politiques. La création des nouvelles unités économiques, la multiplication des frontières douanières, dont l'importance est accentuée par un nationalisme économique exagéré, donnent un caractère particulier à la crise danubienne. Les échanges commerciaux dans ces pays se font plutôt suivant les affinités politiques que d'après les besoins économiques. L'industrialisation forcée et en partie artificielle de ces pays agricoles a également aggravé la situation de l'agriculture ; en effet, par suite d'une politique de protection industrielle, il est arrivé que le décalage entre les prix des produits industriels et ceux des produits agricoles, ou ce que l'on appelle les « ciseaux agraires », est extrêmement accentué dans ces Etats.

C'est ainsi qu'en Hongrie par exemple, l'indice des prix (base 1925-27) des produits agricoles est tombé à 46,6 en 1933. Par contre, à la même date, celui des produits industriels n'est pas descendu au-dessous de 79,2.

En Roumanie, la baisse des produits agricoles a également dépassé de beaucoup celle des produits industriels. En 1933, les prix des produits agricoles sur le marché y étaient de 61 % inférieurs à ceux de 1929. Au contraire, les prix des produits fabriqués n'étaient que de 44 % au-dessous des cours de 1929.

D'autre part, depuis la chute des prix des céréales, la situation des pays danubiens est particulièrement défavorable sur le marché international du blé, par rapport à celle des pays d'outre-mer. En effet, les premiers produi-

sent le blé à plus hauts prix que leurs concurrents américains, et ils en exportent des qualités inférieures.

Parmi les pays exportateurs, ce sont les pays danubiens qui représentent en quelque sorte les producteurs marginaux, subissant des pertes les plus lourdes sur les quantités de blé exportées. Dans les pays d'outre-mer, la production du blé se fait sur une grande échelle dans de vastes fermes avec l'utilisation de machines, ce qui leur permet de diminuer considérablement les prix de revient. La culture du blé est particulièrement adaptée à la mécanisation, étant donné que la machine peut être utilisée dans toutes les phases de sa production.

Dans tous les pays danubiens, au contraire, où les exploitations agricoles sont extrêmement morcelées, l'application du machinisme moderne est impossible à pratiquer à une échelle comparable.

L'unique moyen de surmonter cette infériorité de l'agriculture danubienne, consisterait à encourager le développement des coopératives de production, ce qui permettrait l'application intégrale de la technique agricole moderne.

D'autre part, que les pays danubiens exportent leur blé à des prix extrêmement bas, ce n'est pas uniquement la conséquence de l'offre excessive des pays d'outre-mer. Leur blé se vend sensiblement au-dessous des cours du marché international parce qu'il est d'une qualité assez médiocre par rapport au blé américain standardisé.

Avant la guerre, le blé danubien, provenant principalement des grandes propriétés de Hongrie et de Roumanie, représentait un type bien défini, d'une qualité uniforme qui

pouvait satisfaire aux exigences des pays importateurs.

Au contraire, après la guerre, par suite de la réforme agraire et l'appauvrissement général de l'agriculture pendant les hostilités, le niveau de la qualité a sensiblement baissé. En effet, la disparition des grandes propriétés et leur remplacement par des milliers d'exploitations nouvelles ont considérablement augmenté la variété des espèces de blé. En même temps, ces petites propriétés nouvellement créées et dépourvues de capitaux nécessaires produisent avec leur culture rudimentaire des qualités de blé généralement médiocres.

Il est donc compréhensible que le blé danubien avec ses qualités différentes soit un article de rabais sur le marché international, d'autant plus que les pays importateurs cherchent les qualités les plus fines pour les mélanger à leur blé indigène afin d'améliorer la qualité de la farine : ainsi, il est vendu de 20 à 30 % au-dessous des prix payés pour le blé canadien; cette inégalité des prix ressort du tableau suivant :

*Prix mensuels du blé en francs-or par quintal
à Liverpool-Londres (1)*

	Nov. 1933.	Déc. 1933
Hongrois (2)	6,67	6,50
Russie méridionale	6,86	6,85
Manitoba I	9,44	9,45
Manitoba III	8,81	8,75
Rosafé (blé argentin).....	7,29	7,25
Australien	8,88	8,76

(1) *Revue int. d'agr.* 1934, janvier, p. 83.

(2) Les blés autres que ceux provenant de l'Empire Britannique sont frappés d'un droit d'entrée de 0,73 frs-or par quintal.

Il est évident qu'un rabais de presque 2 francs-or par quintal est une perte écrasante pour les producteurs danubiens. A cette perte s'ajoutent encore les frais de transport très élevés, que doivent maintenant supporter les exportations danubiennes, pour arriver dans des ports de l'Europe occidentale, par suite de la fermeture presque complète des marchés dans les pays industriels et de l'Europe centrale. Ainsi, toutes ces circonstances montrent que la crise du blé revêt une gravité particulière dans les Etats agraires du bassin danubien.

DEUXIEME PARTIE

L'effondrement du marché des céréales a amené les Pouvoirs publics des pays danubiens à chercher des moyens susceptibles de remédier à la situation de leurs agriculteurs. Spécialement, en ce qui concerne le blé, le problème à résoudre consistait à assurer à leurs exportations un placement à l'étranger, à des prix rémunérateurs, ce qui devait entraîner aussi nécessairement un relèvement des cours sur leurs marchés nationaux. Pour arriver à ce but, ils ont d'abord insisté auprès des Etats européens importateurs, pour qu'ils accordent des réductions douanières en faveur du blé d'origine danubienne. Cette revendication a figuré sur le programme des nombreuses réunions agricoles des pays de l'Europe centrale.

D'autre part, ces pays ont participé à toutes les conférences économiques qui tendaient à une revalorisation mondiale des prix du blé à l'aide d'une collaboration des pays exportateurs. Ce fut notamment l'objet des conférences de Rome et de Londres.

Enfin, en attendant la solution du problème par une action internationale, les pays danubiens sont intervenus aussi directement en faveur de leurs agriculteurs, soit en élevant les cours au moyen du monopole, ce qui a été le

cas en Bulgarie et en Yougoslavie, soit en accordant des primes à la vente ou à l'exportation, ce qui a lieu, notamment en Hongrie et en Roumanie.

**§ 1. — Essais de résoudre la crise du blé danubien
par une collaboration européenne.**

Dès le commencement de la dépression des cours, les pays exportateurs de l'Europe centrale ont été d'accord pour juger impossible d'assurer à leurs agriculteurs une production rémunératrice sous un régime de prix fixés par la concurrence des pays d'outre-mer. Par conséquent, ils ont cherché dès l'année 1930 à obtenir une situation privilégiée sur le marché européen. En effet, déjà à la Conférence préliminaire, en vue d'une action concentrée, tenue à Genève au mois de février-mars 1930, une proposition a été présentée visant la conclusion d'accords préférentiels destinés à faciliter l'écoulement des céréales danubiennes. La discussion de cette proposition fut écartée par suite de l'opposition des pays exportateurs américains qui s'appuyaient sur la clause de la nation la plus favorisée.

*I. — Conférence de Bucarest
(Juillet 1930)*

Mais c'est seulement à partir de la Conférence de Bucarest, tenue au mois de juillet 1930, que les Pays danubiens ont commencé à défendre solidairement leurs

intérêts communs en matière d'exportation des produits agricoles.

En effet, à cette conférence qui a réuni les délégués de la Hongrie, de la Roumanie et de la Yougoslavie, on est tombé d'accord sur la réponse à donner aux questions posées aux pays agricoles par la Société des Nations.

Il s'agissait de proposer des moyens pratiques, susceptibles d'assurer l'écoulement des excédents de chaque pays. Dans une réponse commune, les représentants de ces trois pays ont affirmé que l'unique procédé consisterait dans un traitement douanier préférentiel, qui devrait être accordé par les pays européens importateurs aux céréales d'origine danubienne. Toutefois, ils ont trouvé nécessaire d'ajouter, pour apaiser la résistance des pays d'outre-mer, que le traitement de faveur, dérogation évidente à la clause de la nation la plus favorisée, ne pourrait nuire aux pays exportateurs américains. Ils ont précisé que les exportations danubiennes peuvent suffire à peine à 10 ou 15 % des importations totales de blé de l'Europe industrielle, et que, par conséquent, les pays d'outre-mer resteraient toujours les principaux fournisseurs de ce marché.

D'autre part, dans leur réponse commune, ils ont insisté beaucoup sur le fait qu'un traitement préférentiel à accorder aux céréales d'origine danubienne ne pourrait porter atteinte non plus au protectionnisme agraire des pays importateurs, étant donné que ce serait toujours un

tarif général qui déterminerait les prix sur leur marché. En même temps, ils ont fait observer qu'un écoulement avantageux de leurs produits agricoles augmenterait considérablement le pouvoir d'achat de leur population rurale, ce qui avantagerait indirectement les pays industriels.

Dans le domaine de la politique commerciale à suivre, ils ont demandé que les pays importateurs procèdent à une diminution des tarifs douaniers à un niveau raisonnable, ainsi qu'à la suppression de toutes les entraves au commerce des céréales et de toutes les mesures ayant un caractère de protectionnisme déguisé.

En dehors de cette réponse au questionnaire de la Société des Nations, les experts de Bucarest ont examiné d'autres moyens pratiques de combattre les conséquences de la baisse des prix. Ainsi, ils se sont mis d'accord pour recommander à leurs gouvernements respectifs une entente dans le commerce des céréales. Ils ont été d'avis que c'est uniquement à l'aide d'une vente concertée qu'on pourrait éliminer la concurrence existant entre eux avec toutes ses conséquences fâcheuses sur la formation des prix. Dans ce but, ils ont recommandé la création d'organismes centraux dans leurs pays respectifs, qui, par un procédé de centralisation et d'intervention sur le marché intérieur, pourraient mieux garantir l'unité de leur politique commerciale. Enfin, pour éviter les ventes massives des paysans après la récolte, les experts ont préconisé la construction de silos et l'organisation des avances sur céréales.

II. — *La Conférence de Varsovie* (Août 1930)

Après la Conférence de Bucarest, une activité considérable a été déployée non seulement par les pays danubiens, mais par tous les pays de l'Europe centrale et orientale. Tous ces Etats avaient les mêmes préoccupations et tendaient vers le même but : réaliser une entente dans le commerce d'exportation et trouver des moyens pour assurer le placement de leurs produits à l'étranger à des prix rémunérateurs. C'est ainsi que la Pologne a pris l'initiative d'élargir cette action commune, en convoquant les représentants de la Bulgarie, de l'Esthonie, de la Hongrie, de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie, à une conférence qui s'est tenue à Varsovie les 28-30 août 1930. Les principales recommandations adoptées par les délégués contenaient les idées déjà émises à la Conférence de Bucarest, mais développées sur une base plus large.

Au point de vue des solutions préconisées, les recommandations de Varsovie peuvent se diviser en deux catégories : la première prévoit les solutions réalisables au moyen de concessions à accorder par les pays importateurs en faveur des pays européens exportateurs. Parmi les principales de ces concessions, figure le traitement préférentiel pour les produits agricoles européens. Le principe de la clause préférentielle a été adopté à l'unanimité. Les délégués ont précisé catégoriquement que « ...reconnaissant la portée de la nation la plus favorisée pour les échanges internationaux, la conférence doit constater

que dans la situation particulièrement grave de l'agriculture, une dérogation à la clause en faveur des produits agraires d'origine européenne représente le seul moyen efficace destiné à améliorer la crise agraire » (1).

En même temps, ils demandaient la suppression des mesures de protectionnisme indirect. En outre, la conférence a décidé de saisir la Société des Nations d'un projet visant à la conclusion d'une convention internationale pour l'abolition des primes directes et indirectes à l'exportation des produits agricoles.

La seconde catégorie prévoit la collaboration étroite des pays exportateurs dans le domaine de la politique commerciale, et particulièrement la rationalisation des exportations et la concentration de la vente. Et pour qu'on puisse arriver à cette organisation de grande envergure, la conférence de Varsovie a recommandé que chaque pays exportateur procède (2) :

a) A l'organisation d'un réseau des silos approprié aux besoins du pays ;

b) A l'établissement d'une organisation financière appropriée aux besoins du commerce des céréales, notamment en ce qui concerne les avances que les agriculteurs peuvent obtenir sur leurs produits ;

c) A la création d'une organisation garantissant dans chaque pays l'unité de la politique de vente.

En outre, la conférence a recommandé que les gouvernements procèdent à l'organisation d'un service d'in-

(1) *L'Europe Nouvelle*, Sources et documents, 1930, II, p. 1327

(2) *Idem*, p. 1327.

formation permanent pour la vente des produits agricoles, ainsi qu'à l'unification de leurs méthodes de statistique relatives aux exportations et qu'ils se communiquent toutes les données concernant le commerce des produits agricoles.

La conférence de Varsovie n'a pas seulement élaboré un programme d'action, mais elle a aussi organisé une collaboration permanente entre les pays agricoles de l'Europe centrale et orientale. Pour assurer la continuation de cette collaboration dans le domaine de la politique agraire, la Conférence a décidé que des réunions périodiques seront convoqués, au moins une fois par an, entre les représentants des pays. En même temps, on a décidé la création d'un Comité permanent d'études économiques avec mission d'exécuter les résolutions des conférences agricoles ainsi que la préparation de celles-ci.

III. — *La Conférence de Belgrade et celle de Sofia.*

Au mois de novembre 1930, se sont réunis à Belgrade, les représentants des Instituts d'exportation de Bulgarie, de Hongrie, de Pologne, de Roumanie et de Yougoslavie.

La tâche de cette conférence consistait exclusivement à réorganiser le commerce d'exportation du blé, du seigle et du maïs, ainsi qu'à éliminer par une action commune la concurrence des pays exportateurs européens. Dans ce but, la Conférence a élaboré les résolutions suivantes : (1)

1° « Chaque pays contractant devra créer, tout d'abord une organisation qui contrôlera toute la quantité des ar-

(1) *L'Europe Nouvelle*, II, 1931, p. 60.

ticles en question, offerts pour l'exportation, et qui garantira que la marchandise de son pays ne sera livrée à l'étranger qu'aux prix et conditions fixés par le bureau central à constituer, selon l'article 2 de ces résolutions. Les modalités de ce contrôle seront proposées par les institutions nationales particulières au bureau central pour l'adoption. »

2° « On propose la constitution de bureaux centraux de contrôle, pour les différents articles, d'abord pour le froment, le maïs et le seigle, et dont les sièges devront être fixés d'après l'importance des articles et les besoins du commerce... »

3° « Chaque institution nationale envoie dans ces bureaux, des représentants. L'ensemble des représentants dans un bureau forme une commission qui aura pour tâche de fixer les prix et les conditions de vente. »

6° « Les Instituts d'exportation se réservent le droit de nommer des représentants auprès des autres instituts d'exportation qui seront chargés de surveiller l'exécution des conventions respectives. »

Cette coopération devait commencer le 1^{er} juillet 1931. Malheureusement, les recommandations de la Conférence de Belgrade ne furent pas adoptées par les gouvernements des pays intéressés, et, par conséquent, elles n'ont abouti à aucun résultat pratique.

*
**

La Conférence de Sofia, tenue le 13 décembre 1931, s'est occupée des questions générales intéressant les pays européens agricoles. Ainsi, elle a examiné le problème de

l'industrialisation des pays agricoles. La Conférence a constaté que la possibilité de conserver une structure purement agricole dépend dans chaque pays, avant tout, de la densité de la population. Si cette densité dépasse les limites dans lesquelles l'agriculture peut garantir à la population une occupation et un revenu convenable, l'industrialisation progressive devient une nécessité impérieuse. Or, elle a constaté que le développement de l'industrie est un problème urgent dans plusieurs pays agricoles de l'Europe centrale et orientale. En effet, ces pays présentent un accroissement rapide de leur population et l'émigration est réduite au minimum à cause des restrictions existant dans les pays d'immigration.

D'autre part, les délégués ont exprimé leur conviction que le moyen le plus efficace de renforcer le pouvoir d'achat des pays agricoles de l'Europe centrale et orientale, reste le système des préférences douanières accordées aux produits agricoles européens par les pays importateurs.

En outre, la Conférence a décidé la publication d'une revue de langue française comme organe du Bloc agraire de l'Europe centrale et orientale. Elle a accepté de se servir à cet effet de la revue *L'Agriculture polonaise et des pays de l'Est européen*, paraissant depuis le 1^{er} avril 1932 à Paris, sous le titre : *L'Est européen agricole*.

Dans un but de rapprochement, la Conférence a recommandé l'échange, entre les Etats appartenant au Bloc agraire, des cours universitaires consacrés à l'économie nationale et surtout à l'agriculture.

IV. — *Réunions*
du Comité Permanent d'Etudes économiques

Le Comité permanent d'études économiques créé à la Conférence de Varsovie au mois d'août 1930, a tenu le rôle en quelque sorte de porte-parole des pays agricoles de l'Europe centrale et orientale. En effet, dans toutes ces réunions : à Bucarest, en février 1931; à Belgrade, en avril 1931; à Varsovie, en août 1932, le Comité a représenté et défendu le point de vue du Bloc agraire concernant les moyens susceptibles d'atténuer la crise agricole en Europe. C'est surtout la question du traitement préférentiel, à laquelle le Comité a attribué une attention particulière. La nécessité d'une clause préférentielle pour les céréales d'origine européenne a été démontrée avec beaucoup de vigueur, notamment à la réunion du Comité, tenue à Varsovie en août 1932 (1). Les membres du Comité ont de nouveau constaté que les pays agricoles de l'Europe centrale et orientale ne peuvent pas vendre leurs excédents à des prix convenables, et qu'ils sont obligés d'exporter leurs produits aux prix dictés par les pays d'outre-mer.

Ils ont été unanimes à dire que devant cette situation sur le marché, il est impossible aux pays européens agricoles de renoncer à réclamer le traitement préférentiel.

Quant à la forme et à la mesure du traitement préférentiel réclamé, le Comité a exigé son application pour tous les principaux produits agricoles, y compris l'éle-

(1) *L'Est Européen agricole*, 1932, N° 3, octobre.

vage d'origine européenne. Particulièrement, en ce qui concerne les céréales, on a réclamé que les préférences douanières soient appliquées sous forme d'une réduction considérable des droits de douane, ce qui permettait aux agriculteurs une marge minimum de bénéfices nécessaires. D'autre part, que le système préférentiel réclamé puisse influencer efficacement le relèvement des prix à l'intérieur, le Comité a exigé que la réduction du tarif soit accordée à la totalité des excédents existants dans leurs pays.

De même, au cas où les pays importateurs pratiqueraient le système du contingentement, les contingents accordés au pays agraires européens devraient absorber tout le surplus destiné à l'exportation.

Tel a été le programme avec le quel le Bloc agraire s'est présenté devant toutes les conférences postérieures.

V. — *La Conférence de Stresa.*

La réunion de la Conférence pour la reconstruction économique de l'Europe centrale et orientale à Stresa (1), en septembre 1932, a donné lieu de nouveau à un examen détaillé du problème des céréales dans les pays danubiens. Cette conférence d'ailleurs s'était occupée aussi des questions financières et monétaires, mais toutefois, la revalorisation des prix des céréales a constitué la partie la plus importante de ses travaux.

Les délégués de quinze pays européens réunis à Stresa,

(1) S.D.N. Commission d'étude pour l'Union Européenne. Procès-verbal de la 6^e Session de la Commission tenue à Genève le 30 septembre et le 1^{er} octobre 1932.

ont été d'accord pour attribuer à l'avilissement des prix des produits agricoles, et tout particulièrement des céréales, le rôle essentiel dans la crise économique des Etats de l'Europe centrale et orientale. Aussi, ils se sont efforcés de chercher des moyens susceptibles de porter remède au moins partiellement à la chute des cours, en tâchant d'assurer un placement avantageux à leurs excédents. Dans ce but, la Conférence a élaboré un projet de convention permettant aux nations intéressées de vendre la totalité de leurs exportations, à un prix supérieur aux cours mondiaux, et par voie de conséquence, de revaloriser les prix à l'intérieur. En effet, si l'ensemble des excédents se vend à plus haut prix, les cours du marché intérieur suivront nécessairement cette hausse.

On avait d'abord pensé qu'un relèvement de prix pourrait résulter de l'application des traités préférentiels conclus par voie d'accords bilatéraux entre les pays importateurs et exportateurs européens. En effet, de nombreux traités ont été conclus depuis 1930 avec clause préférentielle pour les céréales. Mais la plus grosse partie de ces traités n'a pu être mise en vigueur par suite de la résistance des Etats tiers, réclamant l'application de la clause de la nation la plus favorisée, et ceux qui ont reçu une application ne visaient qu'une partie minime des excédents exportables. Il était donc devenu évident que les accords préférentiels ne permettaient d'obtenir que des résultats fragmentaires. Or, pour atteindre le but recherché : la revalorisation du prix des céréales, il est apparu à la Conférence qu'une action collective européenne était seule efficace.

Ainsi, le projet de convention élaboré à Stresa, prévoyait la constitution d'un « fonds agraire » pour la valorisation des céréales dont le montant a été fixé à 75 millions de francs suisses par an. Sur ce fonds, les pays exportateurs recevraient une prime de 2 francs par chaque quintal de blé et 1,5 francs pour un quintal d'orge et de maïs exporté. Cependant, les quantités devant bénéficier de ces avantages n'étaient pas illimitées. D'après le projet, les faveurs prévues n'étaient applicables qu'à un total égal à la moyenne des quantités exportées pendant les trois dernières années précédant la Conférence, c'est-à-dire annuellement à une quantité de 16 millions de quintaux de blé, 15 millions de quintaux d'orge et 15,5 millions de quintaux de maïs. Cette limitation des quantités admises à bénéficier du traitement de faveur était d'une haute importance aussi bien pour les pays d'Europe qui devaient participer à l'action envisagée que pour les pays d'outre-mer.

Pour les pays européens, cette limitation a mis des bornes aux concessions qu'on leur a demandées. Pour les pays d'outre-mer, au contraire, elle donnait la garantie que la production de céréales de pays favorisés n'augmenterait pas à l'abri d'un régime de faveur illimitée, et par conséquent, ne porterait pas préjudice à leurs exportations futures.

En principe, tous les pays participant à la conférence ont été d'accord sur la nécessité du relèvement des prix des céréales en Europe centrale. Mais des difficultés ont surgi dès qu'il s'agit de déterminer le montant de la contribution de chaque Etat.

Le projet de convention prévoyait que les Etats participants s'acquitteraient de leur contribution proportionnellement à un indice qui n'a pas d'ailleurs été déterminé. Mais chaque fois qu'un des Etats adhérents accorderait des réductions douanières aux céréales des pays considérés, le montant de sa contribution serait réduit d'autant. Autrement dit, chaque Etat adhérent s'acquitterait soit sous forme de versement pécuniaire, soit sous forme d'avantage résultant de traitements de faveur.

Parmi les pays participant à la Conférence, seule la France a donné une pleine adhésion aux principes de la convention. L'Allemagne, tout en acceptant de collaborer à la revalorisation envisagée, a déclaré qu'elle entendait s'acquitter de sa part au « fonds agraire » par des traités préférentiels conclus par voie d'accors bilatéraux. D'ailleurs, il est hors de doute qu'un traitement de faveur serait une charge non moins onéreuse qu'une contribution pécuniaire, parce qu'en fin de compte les préférences aboutissent à une diminution de recettes de douane, par conséquent à une contribution budgétaire.

Toutefois, cette réserve de l'Allemagne rendait impossible la détermination des parts contributives des autres pays, si l'on voulait d'une part qu'elles fussent proportionnelles à celle de l'Allemagne, fixées *a priori* par la conclusion d'accords préférentiels et d'autre part, que leur total formât un montant global de 75 millions de francs suisses.

De leur côté, l'Angleterre, les Pays-Bas et la Belgique ont formulé des réserves plus sérieuses. Ces pays étaient également intéressés au redressement de la situation éco-

nomique de l'Europe centrale et orientale. Mais n'ayant pas établi de droits d'entrée sur les céréales, il leur était impossible d'accorder un traitement préférentiel. D'autre part, ils ont déclaré qu'ils ne pouvaient consentir à valoriser les produits agricoles des autres pays par des contributions pécuniaires alors que leurs cultivateurs vendaient leurs céréales au cours mondial. Notamment, la Grande-Bretagne a fait savoir à la Conférence qu'elle ne pouvait s'engager à favoriser les agriculteurs danubiens, alors qu'elle ne protégeait pas les producteurs de ses propres Dominions.

En ce qui concerne les pays agricoles de l'Europe centrale et orientale, ils ont approuvé à l'unanimité le projet de convention élaboré à Stresa. En échange des avantages et des faveurs accordés par les pays importateurs, ils se sont engagés à procéder à une politique commerciale plus libérale. Toutefois, les pays agricoles ont ajouté que le projet envisagé n'aurait qu'une importance théorique, tant que les pays importateurs maintiendraient des droits prohibitifs et autres entraves qui rendent impossible toute importation.

Enfin, pour assurer l'exécution des dispositions du projet, la Conférence a décidé la création d'un comité composé d'un délégué de chaque pays bénéficiaire, d'un délégué de chaque pays acheteur de céréales, et des représentants des pays européens non importateurs. Le siège du comité a été fixé à Bâle, auprès de la Banque des Règlements internationaux.

Le projet de convention n'a abouti, d'ailleurs, à aucun résultat positif, étant donné que par suite des résér-

ves formulées et l'hostilité des pays d'outre-mer, sa ratification devint impossible.

L'unique résultat qui mérite d'être mentionné consiste en cela que c'était la première fois que les pays importateurs approuvaient les revendications préférentielles des pays agricoles de l'Europe centrale et orientale. En effet, l'établissement du système des primes prévu par le projet équivalait à un traitement préférentiel et à un abandon déguisé de la clause de la nation la plus favorisée.

VI. - *Conférence des représentants des Gouvernements des Etats agricoles de l'Europe centrale et orientale, tenue à Bucarest, du 4 au 6 juin 1933.*

Malgré l'échec et la non-ratification du projet de convention élaboré à Stresa, les pays agricoles de l'Europe centrale et orientale n'ont cessé de réclamer l'application d'une clause préférentielle pour leurs céréales. Les représentants du Bloc agraire, réunis au mois de juin 1933 à Bucarest, en vue d'arrêter leurs programmes communs pour la conférence monétaire et économique de Londres, ont intégralement maintenu leurs revendications antérieures. Dans son discours, le représentant du gouvernement roumain (1) a insisté sur le fait que l'effondrement des prix agricoles est étroitement lié au protectionnisme agraire des pays industriels d'Europe qui constituent le seul débouché pour les excédents agricoles des pays danubiens. En se basant sur ce fait, il a affirmé qu'en attendant la solution générale, laquelle pourrait encore tarder,

(1) *L'Est Européen agricole*, 1933, N° 6, juillet, p. 13.

ces pays européens agricoles ne peuvent renoncer au remède urgent qui est le traitement préférentiel. Il ajoutait que cette solution a été reconnue comme la plus efficace par les délégués de quinze Etats participant à la Conférence de Stresa. Pour cette même raison, il déclarait qu'il était indispensable d'obtenir l'adhésion de la Conférence de Londres à l'idée du traitement préférentiel.

Le délégué de la Hongrie affirmait que les entraves au commerce international des produits agricoles n'avaient cessé d'augmenter depuis la conférence de Sofia, et qu'elles aboutissaient à une véritable autarchie.

Dans leur résolution, les représentants ont réclamé la reconnaissance définitive du principe du traitement préférentiel pour les céréales d'origine européenne à titre de dérogation temporaire et exceptionnelle à la clause de la nation la plus favorisé. Ce traitement préférentiel devrait s'appliquer, conformément aux principes posés à Stresa. Dans le domaine de l'organisation internationale de la production des céréales, le Bloc agraire a été hostile à une réduction des surfaces cultivées. Dans l'acte final notamment, les délégués ont déclaré (1) : « Le Bloc agraire a examiné avec une attention toute particulière les nouvelles propositions faites pour arriver à une meilleure organisation du marché international du blé, et constate, une fois de plus, que ce ne sont pas les pays agricoles européens exportateurs de céréales qui ont augmenté leurs surfaces d'emblavure, outre mesure jusqu'à amener la crise générale, et que ce n'est pas à eux de diminuer la production.

(1) *L'Est Européen agricole*, 1933, N° 6, juillet, p. 37.

Une diminution d'emblavure serait de plus pratiquement impossible dans les pays dont le régime agraire repose sur l'exploitation paysanne. »

VII. — *La clause préférentielle et les pays agricoles de l'Europe centrale et orientale.*

Malgré l'activité considérable déployée depuis 1930 dans les nombreuses conférences internationales, les pays agricoles de l'Europe centrale et orientale n'ont pas réussi à obtenir l'octroi d'un régime préférentiel pour leurs céréales. Cet insuccès du Bloc agraire dans ses revendications a été d'ailleurs franchement reconnu à la Conférence des représentants des pays agricoles centre-européens tenue en juin 1933 à Bucarest. Le représentant du Gouvernement roumain, M. Madgearu, ministre des Finances, a déclaré entre autres : « Si l'on examine les résultats de l'action déployée jusqu'à ce jour par notre Bloc, il faut reconnaître avec franchise qu'en dehors d'un succès moral incontestable, nous n'avons obtenu aucun résultat positif. La crise n'a cessé de progresser, les souffrances endurées par nos pays se sont multipliées et aggravées, et nous nous sommes trouvés limités aux possibilités nationales d'une politique de résistance qui a consommé une partie importante du capital national de chacun de nos Etats » (1).

Mais que les pays agricoles de l'Europe centrale et orientale n'aient pas réussi à faire admettre leurs revendications, cela résulte d'une part du fait qu'ils ont récla-

(1) *L'Est Européen agricole*, 1933, juillet, p. 15.

mé un traitement préférentiel unilatéral et d'autre part, qu'ils ont demandé que des préférences leur soient accordées par tous les pays européens importateurs.

En effet, dans les résolutions de la Conférence de Bucarest, de Varsovie, ils ont demandé l'abolition de la clause de la nation la plus favorisée pour les céréales dans les traités de commerce, et une réduction considérable des tarifs pour les produits agricoles d'origine européenne, tandis que les droits sur les produits industriels restaient les mêmes. D'ailleurs, ils ont déclaré que d'après eux, cette préférence ne devait avoir qu'un caractère exceptionnel et temporaire, le caractère d'une dérogation justifiée par les circonstances anormales dans lesquelles se trouve leur agriculture.

Toutefois cette demande même ainsi formulée s'est heurtée à la protestation des Etats tiers jouissant de la clause de la nation la plus favorisée, et aussi à la résistance des pays importateurs.

En effet, le traitement préférentiel unilatéral n'est autre chose qu'une réduction pure et simple de revenus douaniers de l'Etat acheteur au profit de l'Etat vendeur. Or, les principaux pays importateurs des produits du Bloc agraire se trouvaient eux-mêmes dans la plus grande pénurie et n'étaient pas en mesure de faire des sacrifices pour les autres et de consentir une diminution des recettes de douane, sans contre-partie. D'ailleurs, que les pays du Bloc agraire fussent peu disposés à accorder des concessions réciproques, cela résulte de l'acte final de la 3^e session ordinaire du Comité permanent d'Etudes économiques tenue à Varsovie au mois d'août 1932, où on

lit entre autres : « Il faut enfin constater que toute tentative visant à faciliter les échanges internationaux en affaiblissant l'industrie des pays agricoles ou en les obligeant à renoncer à leur industrialisation future, en contrepartie des facilités qui leur seraient accordées pour l'exportation de leurs produits, serait absolument incompatible avec la défense des intérêts de ces derniers. Dans les pays agricoles qui possèdent une population rurale relativement dense, seule l'industrialisation progressive peut augmenter la capacité d'achat des produits industriels » (1).

D'autre part, les événements ont démontré qu'une préférence même réciproque est irréalisable sous la forme présentée par le Bloc agraire : à savoir qu'elle soit accordée par tous les Etats importateurs d'Europe. La réalisation d'un système préférentiel bilatéral a échoué, principalement à cause de la résistance des pays d'outre-mer ; en effet, une telle dérogation à la clause de la nation la plus favorisée, qui est à la base du système des traités de commerce en vigueur, devait nécessairement provoquer des protestations des pays américains exportateurs de céréales. Les experts (2) de ces derniers pays se sont prononcés contre un régime préférentiel dont tireraient profit exclusivement les pays agricoles de l'Europe centrale et orientale. Ils ont déclaré qu'ils ne sont nullement opposés au redressement économique de ces pays, mais que, d'après eux, le remède proposé est inacceptable comme tendant à établir une inégalité entre les pays

(1) *L'Est Européen agricole*, 1932, N° 3, octobre, p. 160.

(2) S.D.N. Comité économique. *La Crise agricole*, Genève, 1931, vol. I., p. 57.

exportateurs de céréales. En outre, ils ont ajouté que le traitement préférentiel à accorder aux céréales d'origine européenne ne vise qu'à remédier au problème des céréales dans l'Europe centrale et orientale. Par conséquent, ce procédé n'apporterait aucune contribution à la solution générale de la crise des céréales qui consiste dans le rétablissement de l'équilibre entre la production et la consommation.

Il est donc facile de comprendre que devant cette attitude des pays d'outre-mer, les pays importateurs européens n'ont pas osé rompre avec la clause de la nation la plus favorisée, dans l'intérêt des pays danubiens.

Le procédé le plus propre à l'application du traitement préférentiel consisterait, d'après M. Hantos (1), dans des accords préférentiels régionaux conclus entre un nombre d'Etats limités, se complétant économiquement et dont les concessions réciproques n'affecteraient pas les intérêts des autres pays. La réalisation d'un tel régime ne provoquerait pas de résistance des autres pays. En effet, en demandant des préférences dans tous les pays d'Europe, sans égard à la nature de leurs relations économiques, le Bloc agraire a rencontré partout des refus plus ou moins catégoriques.

« En partant du domaine de l'Europe centrale, la Conférence de Varsovie a quitté le domaine des réalités, une entente embrassant le continent européen se heurte à des difficultés pour ainsi dire insurmontables, tandis

(1) M. HANTOS : « La crise agricole hongroise et sa solution internationale », dans la *Revue Hongroise d'Economie politique* (en hongrois), 1931, janvier.

que dans le cas de l'Europe centrale, on a tout au moins devant soi un but possible bien que plus modeste en apparence. » (1)

Quant aux autres recommandations concernant notamment l'organisation du commerce des céréales et du crédit agricole, ainsi que la construction de silos, leur réalisation s'est heurtée à des difficultés d'ordre financier. La mise en œuvre de toutes ces mesures aurait exigé des capitaux considérables, qui ont fait complètement défaut aux pays agricoles de l'Europe centrale. Ainsi, dans l'organisation du marché des céréales, le Bloc agraire n'a pas réussi non plus à obtenir des résultats satisfaisants.

§ 2. — Essais de résoudre la crise du blé sur un plan mondial.

I. — *La Conférence de Rome* (Mars-Avril 1931)

En même temps que les pays agricoles de l'Europe centrale et orientale cherchaient à assurer à leurs excédents une place privilégiée, sur le marché européen, plusieurs conférences ont eu lieu pour essayer de relever les prix des céréales, et tout particulièrement ceux du blé, dans le monde entier, par une vaste collaboration internationale.

La première de ces conférences a été convoquée à Rome, au mois de mars 1931, par l'Institut international

(1) M. HANTOS : *L'Europe Centrale. Une nouvelle organisation économique*, Paris, 1932, p. 126.

d'Agriculture. Réunissant les délégués de quarante-huit Etats, elle a particulièrement insisté sur l'organisation de la production et du commerce du blé. Toutefois, en dehors du problème du blé proprement dit, la Conférence a abordé aussi la question du crédit international agricole, ainsi que celle du traitement préférentiel douanier.

Dès les premiers débats, les délégués se sont convaincus que la crise du blé ne peut être étudiée ni résolue que sur un plan international. Mais les difficultés ont surgi dès qu'il s'agit de déterminer les moyens pratiques capables de relever les cours sur le marché mondial.

La Conférence a déclaré que le procédé le plus efficace de revalorisation du blé, consistait dans l'ajustement de la production à la consommation. Or, c'est précisément lorsque la question d'une réglementation de la production s'est posée qu'il est devenu évident que les intérêts des pays représentés étaient presque irréductiblement opposés.

D'une part, les Etats d'Europe, en invoquant des arguments d'ordre politique et social, ont déclaré qu'il leur est impossible de renoncer à la culture du blé ni de la laisser périliter : les pays d'outre-mer et l'U.R.S.S. d'autre part, n'ont pas voulu consentir à une diminution des emblavements.

Devant cette attitude intransigeante, la Conférence a dû, dans son acte final, reconnaître les difficultés qui s'opposent à une réglementation de la production et de se borner à des simples recommandations. On y lit entre autres : « La Conférence reconnaît qu'il est impossible d'obtenir une réduction générale des superficies emblavées

dans le monde par la voie directe d'une réglementation obligatoire, fût-elle décidée par un organisme international, ou par un organisme national. Elle est convaincue que la réduction des ensemencements ne peut être obtenue que de façon naturelle par les agriculteurs eux-mêmes, sous l'influence des conditions du marché et de l'étude des chiffres et des faits. »

« Pour obtenir une solution rapide de la crise du blé, elle recommande aux pays intéressés de concentrer immédiatement leurs efforts sur un objet limité et précis : l'écoulement ou l'organisation du report des stocks actuels. »

« La Conférence recommande d'examiner la possibilité dans les pays où le blé est déjà de consommation courante, d'envisager les moyens de développer cette consommation. Elle recommande également un effort énergique de publicité pour vulgariser la consommation du blé dans les pays où elle n'est pas encore répandue » (1). Quant à la question du régime préférentiel, aucun accord de principe n'a pu être obtenu. Les pays danubiens l'ont défendu comme la seule solution immédiate et effective de la crise agricole de l'Europe centrale.

Par contre, les pays d'outre-mer ont opposé tout d'abord un veto formel en s'appuyant sur la clause de la nation la plus favorisée. Après de longues discussions, sans céder à la demande des pays agricoles d'Europe, ils ont simplement admis la possibilité de conversations ultérieures sur ce sujet.

(1) Acte final de la Conférence de Rome. *Revue Internationale d'Agriculture*, avril 1931.

II. — *La Conférence de Londres 1931*

L'idée générale dégagée par la Conférence de Rome était l'impossibilité de réglementer la production du blé par une action internationale et, par conséquent, de l'adapter à la consommation.

Convaincus de cette impossibilité, les experts ont tenté de résoudre le problème du blé sur un autre terrain, celui de l'ajustement de l'offre à la demande.

Tel a été le programme de la Conférence de Londres, tenue au mois de mai 1931. Les délégués de onze pays exportateurs totalisant 95 % de l'exportation mondiale, ont étudié surtout le problème du contingentement et de l'organisation internationale du commerce du blé. Il s'agissait, en effet, de réglementer les exportations au moyen d'une collaboration étroite entre les pays exportateurs, en créant en quelque sorte un cartel de vente. A cet effet, la conférence a élaboré un projet de convention qui prévoyait la création d'un Bureau international du blé, chargé de fixer tous les ans, après la récolte, un contingentement d'exportation à chaque pays adhérent. Ce contingent de base pouvait être soit augmenté, soit diminué, suivant les fluctuations des cours sur le marché mondial. Chaque fois que les prix du blé dans les ports anglais n'auraient pas atteint un certain niveau fixé d'avance, comme étant le niveau normal, le contingent exportable de chaque pays devrait subir une réduction. Dans le cas contraire, si les prix dépassaient le niveau normal, les contingents bénéficieraient d'une augmentation.

(D'autre part, les Etats membres de cette organisation internationale devaient créer des institutions nationales do-

tées de larges pouvoirs et chargées de veiller à ce que les exportations du blé et de la farine ne dépassent pas les limites fixées par le Bureau international. D'ailleurs, les quantités de blé ainsi contingentées ne pourraient être exportées que contre présentation de certificats établis par le Bureau international. Ces certificats seraient délivrés moyennant une taxe maximum de 5 centimes suisses par quintal, destinée à la couverture des dépenses résultant du fonctionnement du Bureau.

En dehors des contingents fixés par cet organisme international, les pays adhérents à la convention ne pourraient exporter que du blé dénaturé, inapte à la consommation humaine. En élaborant ainsi ce système de contingentement des exportations, la Conférence a essayé indirectement d'obtenir une restriction de la production. On a espéré en effet que si les pays exportateurs connaissaient d'avance les quantités qu'ils pourraient écouler à l'étranger, on arriverait plus facilement à adapter la production aux possibilités de l'absorption.

Tous les pays participant à la Conférence de Londres, sauf les Etats-Unis, se sont prononcés pour la conclusion d'une convention réglementant le commerce d'exportation. Même l'U.R.S.S., bien qu'elle eut d'abord réclamé la fixation des contingentements d'après les chiffres de 1914, s'est déclarée partisan de cette convention. Par contre, les délégués des Etats-Unis assurèrent que l'unique moyen pour surmonter la crise consistait en une réduction des emblavures, et se prononcèrent contre toute participation à une organisation internationale visant la réglementation du commerce d'exportation du blé. Ils ont motivé leurs

refus par des considérations d'ordre constitutionnel, déclarant que la constitution américaine reconnaît à chaque citoyen la liberté de commerce. Par conséquent, il serait impossible au gouvernement des Etats-Unis de prendre des engagements contraires à la constitution.

Par suite de l'intransigeance absolue des Etats-Unis, le projet de convention a échoué et la Conférence, pour masquer son échec, s'est bornée à nommer un comité pour continuer la discussion, ainsi qu'un Bureau d'information et de statistique.

Après l'échec de la Conférence de Londres de 1931, les cours sur le marché n'ont pas cessé de baisser. Au mois d'août 1932, l'Angleterre a conclu l'arrangement d'Ottawa avec ses Dominions. D'après cet accord, les importations du blé canadien et australien sont exemptes de taxe nouvellement créée de sh. 2/. par quarter (1 quarter: 228 kgs). Ce resserrement de liens entre les plus grands pays exportateurs et le plus grand pays importateur a singulièrement aggravé la situation des autres pays surproducteurs sur le marché mondial du blé.

III. — *La Conférence internationale du Blé de Londres (Août 1933)*

La dépression prolongée du marché et l'accumulation de formidables stocks de blé a donné lieu de nouveau à une conférence tenue à Londres, au mois d'août 1933.

Cette fois-ci, on a réussi à aboutir à un accord entre les vingt-deux Etats exportateurs et importateurs participant à la conférence. L'idée essentielle sur laquelle est basée l'accord de Londres de 1933 est celle déjà envi-

sagée à Londres, en 1931 : revaloriser le blé par l'adaptation de l'offre à la demande. Dans ce but, on a procédé à l'évaluation des besoins d'importation et au contingentement des exportations.

Ainsi, l'accord de Londres de 1933 a évalué les besoins mondiaux de blé à importer pendant la campagne commerciale 1933-34 à 152 millions de quintaux. Ce chiffre global, qui ne devra pas être dépassé par les exportations, a été partagé entre les pays suivant leur importance dans le commerce d'exportation du blé. Toutefois, pour éviter des exportations massives au commencement de l'année, à côté des contingents totaux, valant pour toute l'année, des quote-parts moyennes mensuelles ont été fixées pour chaque pays exportateur.

Le tableau suivant nous présente cette répartition aussi bien que le fonctionnement de l'accord pendant le premier semestre de la campagne 1933-34.

Quote-parts établies à la Conférence de Londres (1)

Pays	Toute la campagne	Moyenne mensuelle	Exportations effectives du 1 ^{er} août 1933 au 31 janv. 1934
CANADA	54,4	4,5	28,0
ETATS-UNIS	12,8	1,1	4,0
ARGENTINE	30,0	2,5	15,0
AUSTRALIE	29,6	2,5	12,0
PAYS DANUBIENS ..	13,7	1,1	6,0
U.R.S.S.	11,5	1,0	11,0
Total.....	152,0	12,7	76,0

(1) *Revue Internat. d'Agr.*, 1934, janv., p. 5, et mars, p. 175.

Les quatre pays d'outre-mer se sont engagés à réduire leur exportation du 1^{er} août 1934 au 31 juillet 1935 de 15 % de leur production moyenne en blé pendant les années 1931 à 1933, déduction faite des besoins intérieurs normaux. D'autre part, les pays danubiens ont consenti à ce que l'ensemble de leurs exportations ne soit pas supérieur à 13,7 millions de quintaux, toutefois ils se sont réservés le droit d'augmenter leur contingent jusqu'à 14,5 millions de quintaux s'ils le jugent nécessaire pour l'écoulement de leur récolte de 1933. Les pays danubiens ont également consenti à ce que leur exportation de blé ne dépasse pas pendant l'année commerciale 1934-35 un total de 13,7 millions de quintaux.

Ils ont en outre reconnu que cette acceptation d'un contingent de 13,7 millions de quintaux ne leur permettait pas de procéder à une extension des surfaces cultivées. Cette quote-part de 13,7 millions de quintaux attribuée aux quatre pays danubiens a été partagée de la façon suivante : la Hongrie s'est vu attribuer 39,1 %, la Roumanie 23 %, la Yougoslavie 22 % et la Bulgarie 15,9 % du contingent global (1).

De leur côté, les pays importateurs ont promis aussi certains engagements : ils se sont obligés à ne pas encourager l'extension des surfaces ensemencées et la production intérieure du blé. Ils ont promis de favoriser en outre l'augmentation de la consommation du blé en supprimant progressivement les mesures qui la restreignent. De même, ces pays ont convenu de procéder à un ajus-

(1) *Die Börse*, du 28 septembre 1933.

tement de leurs tarifs douaniers, lorsque le prix international du blé aura atteint 12 francs-or par quintal pendant quatre mois. Enfin, l'accord a prévu la création d'un Comité consultatif du blé qui est chargé de surveiller l'application et le fonctionnement de l'accord.

La convention de Londres a réussi au point de vue formel à trouver une solution pour la réglementation du marché du blé. Mais sa réalisation pratique est assez problématique. En effet, le but essentiel de l'accord consiste à revaloriser le blé par un ajustement de l'offre à la demande. Or, la réalisation de cet équilibre dépend exclusivement de la diminution de la production dans les pays surproducteurs et de la possibilité de l'écoulement des stocks invendus. On peut se demander quelles sanctions assureront le jeu de l'accord. Au point de vue national, la question se pose de savoir comment les gouvernements feront respecter la limitation des exportations et des superficies cultivées. Par quels moyens va-t-on réussir au Canada, par exemple, à réduire de quelques millions d'acres (1 acre : 0.4 ha) les surfaces cultivées en blé ?

D'autre part, au point de vue international, on se demande quelles mesures on va prendre contre un Etat qui a manqué à ses engagements. La convention n'a pas prévu de sanctions. Tout dépend de la bonne volonté des Etats ayant adhéré à la convention; or, jusqu'ici, tous les pays, malgré leur intention d'arriver à une solution de la crise du blé sont restés extrêmement individualistes et incapables d'amener leurs producteurs à réduire les surfaces cultivées.

Enfin, des critiques ont été élevées du fait que les

pays d'outre-mer essayent de maintenir définitivement par l'accord de Londres, le monopole de fait établi pendant et après la guerre sur le marché européen. En effet, d'après les conventions, 83 % du total des exportations sont attribués aux pays américains, et le reste de 17 % est partagé entre l'U.R.S.S. et les pays danubiens. Chiffre évidemment assez modeste si l'on prend en considération qu'avant la guerre, la Russie à elle seule participait aux exportations mondiales du blé dans une proportion de 36 %.

IV. — *Réunions du Comité consultatif du Blé.*

Le Comité consultatif du Blé s'est réuni à Rome, au mois d'avril 1934 (1), pour étudier l'application des mesures dont le principe a été arrêté par l'accord de Londres. Les conclusions des travaux de la Conférence du Comité, résumées dans un rapport, ont été envoyées au gouvernement de chacun des quinze Etats représentés. Le Comité a examiné notamment les moyens pratiques susceptibles d'augmenter la consommation du blé ou à revenir à la quantité destinée à l'alimentation humaine.

A cet égard, le rapport recommande aux divers gouvernements de diminuer, dans la mesure du possible, le taux de mouture du blé, ce qui permettrait d'améliorer la qualité du pain. Le problème de la dénaturation des blés a été également étudié, notamment au point de vue de l'introduction des blés dénaturés dans le commerce international. D'autre part, la méthode de fixation des contingents d'exportation fut de nouveau discutée. Cer-

(2) *Le Temps*, du 25 avril.

tains délégués ont proposé qu'ils soient établis pour un an, d'autres, pour deux ou trois ans. Sans adopter une conclusion précise, le rapport s'est borné à exposer les divers points de vue.

Mais ce sont surtout les problèmes suivants, inclus également dans le rapport, qui revêtent un intérêt particulier. La délégation française a proposé que les pays surproducteurs accordent des contre-parties aux pays importateurs qui s'associeraient à l'action de redressement du marché du blé mondial, faisant des sacrifices en réduisant par exemple leurs surfaces cultivées et en augmentant ainsi leurs capacités d'absorption des blés étrangers.

D'autre part, considérant l'effet peu efficace des mesures prises par l'accord de Londres et le nouveau fléchissement des prix du blé, les Etats-Unis proposèrent la fixation d'un prix minimum à l'exportation qui aurait pour effet immédiat le relèvement des cours sur le marché international.

Le Comité consultatif du Blé s'est réuni de nouveau à Londres le 7 mai 1934 ; dix-neuf sur les vingt-deux pays exportateurs et importateurs du blé qui signèrent l'accord de Londres y étaient représentés. Cette conférence avait pour but de faire connaître le point de vue des gouvernements intéressés sur les propositions adoptées par le Comité à sa réunion tenue à Rome, en avril 1934. Mais étant donné qu'un grand nombre de délégués n'ont pas été en mesure d'apporter une réponse définitive, la conférence a nommé un sous-comité chargé de déterminer les détails techniques du système du prix minimum, c'est-à-dire : 1° la fixation des prix dans les différents ports

d'exportation, suivant les différentes catégories de blé:
2° les prix correspondants sur les principaux marchés importateurs.

A la suite de l'opposition de l'Argentine à la fixation d'un prix minimum, aucun accord n'a pu être réalisé. Par conséquent, l'absence d'unanimité a rendu inutile un examen plus complet de ce problème. En se séparant, la conférence a désigné un sous-comité, composé des représentants de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Allemagne, des Etats-Unis, du Canada et de l'Australie, chargé d'étudier d'autres solutions possibles en vue d'une stabilisation et d'une amélioration du prix du blé.

§ 3. — Procédés de revalorisation du blé en Bulgarie.

La culture des céréales et tout particulièrement celle du blé, constituait en Bulgarie, avant la guerre, une des principales ressources du pays. Les exportations de blé ont atteint une moyenne de 3 millions de quintaux pendant les années 1909-13. Mais avec la perte de la Dobroudja, la Bulgarie a été privée de ses terres les plus fertiles, de sorte que la production a beaucoup diminué. Toutefois, cette diminution n'était que temporaire et déjà à partir de 1928, les surfaces cultivées en blé dépassaient le niveau de celles d'avant-guerre. En outre, grâce à l'amélioration de la technique agricole, le rendement moyen par hectare s'est sensiblement accru (8,2 quintaux en 1928, et

11,8 pendant les années 1928-31). Malgré tout, la production du blé ne pouvait pas laisser de forts excédents exportables, puisque pendant le même temps il y avait également augmentation de la consommation par suite de l'accroissement de la population. En effet, la Bulgarie n'a vendu à l'étranger qu'une moyenne annuelle de 1,2 millions de quintaux durant les années 1928-32.

Toutefois, ces quantités exportées, bien que leur chiffre soit relativement modeste, ont suffi pour que le prix du blé en Bulgarie subisse les conséquences désastreuses de l'effondrement des cours sur le marché international. C'est ainsi que le blé qui cotait en janvier 1930 à la Bourse de Bourgas (1), 625 leva par quintal, est tombé à 415 en juillet, et au mois de novembre de la même année, il se vendait à un prix déficitaire de 267 leva le quintal (1 leva : 0,18 frs).

Cette brusque chute des prix a décidé le gouvernement à intervenir en faveur des producteurs de céréales. C'est ainsi que fut créé par la loi du 25 décembre 1930 (2), la Direction pour l'achat des céréales panifiables et fourragères destinées aux besoins de l'Etat et de l'exportation. Cette institution d'Etat a été chargée des tâches suivantes : a) arrêter si possible la baisse des prix des céréales; b) diminuer autant que possible les stocks inventés accumulés chez les producteurs; c) dégrever les agriculteurs des charges fiscales en payant une partie des céréales au moyen de bons d'impôts. La loi ne prévoyait le fonctionnement de la Direction que jusqu'en juin 1931,

(1) *La Bulgarie*, du 6 juin 1931.

(2) *Annuaire Intern. de Législ. Agric.* 1930, Rome, 1931, p. 22.

mais par suite de la baisse continue des prix, le gouvernement s'est vu obligé de maintenir cet organisme favorisant les abriculteurs au détriment des autres branches de l'activité économique.

L'article 7 de la loi a obligé la Direction à acheter toutes les quantités de céréales offertes par les cultivateurs à des prix supérieurs à ceux cotés sur le marché international. Les prix d'achat devaient être modifiés parallèlement au mouvement des cours sur le marché libre, toutefois chacune de ces modifications était assujettie à l'approbation du Conseil des ministres. Les achats pour le compte de la Direction s'effectuaient par l'intermédiaire des coopératives, des banques populaires et des commerçants en céréales qui ont manifesté le désir de se charger de cette opération. Bien que les céréales aient été achetées à un prix fixe, leur commerce est resté libre à l'intérieur comme à l'extérieur.

D'après l'article 25, la Direction avait un budget autonome géré par elle. Les dépenses de régie ainsi que les frais résultant de l'achat étaient couvertes par les produits de la vente des céréales et par les autres ressources pécuniaires mises à la disposition de la Direction par le gouvernement.

L'article 24 a institué auprès de la Direction un conseil composé des représentants des ministères intéressés, de la Banque Nationale, de la Banque d'Agriculture de Bulgarie et d'un représentant des chambres de commerce. Le conseil a été chargé d'établir, d'entente avec la Direction, le prix d'achat des céréales selon les différents centres de réception.

La Direction a commencé à fonctionner le 15 janvier 1931. Le prix d'achat a été fixé pour le blé à 400 leva le quintal et à 300 leva pour le seigle. Toutefois, pour ne pas trop aggraver la situation du Trésor, et pour pouvoir en même temps diminuer les arriérés d'impôts des agriculteurs, la Direction, agissant suivant la prescription de la loi, a effectué les paiemens de la façon suivante : pour le blé, 50 % du prix au comptant et le reste en bons d'impôts. Par contre, pour les autres céréales, elle n'a payé que 25 % au comptant et le reste en bons. Les bons d'impôts étaient nominatifs et affectés exclusivement au paiement des impôts d'Etat. Leur validité n'a d'abord été établie que jusqu'au 30 septembre 1931, puis prorogée jusqu'au 28 février 1932.

D'autre part, pour éviter la fraude et la spéculation, l'article 19 de la loi du 25 décembre 1930 a obligé les marchands de céréales et les moulins commerciaux à déclarer dans les dix jours suivant l'entrée en vigueur de la loi, les stocks de céréales se trouvant chez eux, à la filiale la plus proche de la Banque de l'Agriculture de Bulgarie. Ces quantités ne pouvaient être vendues à la Direction sous peine d'amende et les propriétaires étaient tenus d'en justifier l'utilisation au plus tard jusqu'au 30 mai 1931.

Pendant la première année (du 15 janvier au 30 juin 1931), la Direction a acheté 1,5 (1) million de quintaux de blé de la récolte 1930, dont la presque totalité fut exportée à l'étranger.

Le prix d'achat est resté pendant tout le temps fixé

(1) *La Bulgarie*, du 30 décembre 1931.

à 400 leva le quintal. Par contre, la Direction a revendu le blé ainsi acheté aux exportateurs à la parité du jour qui a fluctué entre 230 et 290 leva le quintal. Cette perte considérable résultant de la différence entre le prix d'achat et le prix de vente, a été supportée en définitive par l'Etat. En effet, si l'on examine le résultat financier sur l'ensemble des opérations de la Direction portant sur la récolte 1930, il ressort que l'intervention en faveur des producteurs de céréales a abouti à une charge extrêmement lourde pour le Trésor. Ainsi, la Direction a acheté jusqu'au 1^{er} juillet 1931, des céréales pour une somme globale de 947,5 millions (1) de leva (frais compris). Sur ce montant, 497,3 millions ont été payés en bons d'impôts et le reste, de 450 millions, en numéraire. Par contre, elle n'a revendu les quantités achetées que pour une somme de 600,2 millions de leva.

Il en résulte que la Direction a encaissé un bénéfice en numéraire, versé au Trésor, de 150 millions de leva, contre l'abandon par l'Etat de 494 millions d'impôts, chiffre représenté par le montant des bons reçus par le fisc. Par conséquent, la perte nette de l'Etat, résultant de cette intervention, s'est élevée à 344 millions de leva.

D'autre part, la Direction n'a que partiellement réussi à revaloriser les prix sur le marché national. En effet, les prix plus élevés offerts par la Direction n'ont pu maintenir à ce niveau les cours intérieurs. La cause en est que les agriculteurs, ayant besoin d'argent, ont souvent préféré vendre leur blé aux particuliers, même à des prix infé-

(1) S.D.N. 25^e *Rapport du Commissaire de la S.D.N. en Bulgarie*, Genève, 9 janvier 1933, p. 4.

rieurs à ceux fixés par la Direction, mais contre paiement fait entièrement au comptant. Toutefois, on ne peut nier certains avantages procurés par la Direction grâce à son système d'intervention : les producteurs ont reçu pour leurs céréales des prix sensiblement supérieurs à ceux du marché international, ce qui leur a permis d'améliorer leur condition financière. De même, en augmentant la capacité de paiement des agriculteurs, on a assuré au Trésor des sommes considérables qui, autrement, auraient été difficilement recouvrables. Cependant, on s'est demandé si ces avantages économiques balançaient les pertes subies par l'Etat.

Quoique les résultats donnés par la Direction ne soient pas complètement satisfaisants, le gouvernement, vu la dépression continue des prix sur le marché libre, a décidé de la maintenir pour l'année commerciale 1931-32, d'autant plus que la récolte abondante de 17,4 millions de quintaux de blé en 1931 a laissé de forts excédents exportables. Par conséquent, la Direction a continué à acheter les céréales à un prix fixe et à les revendre aux exportateurs à la parité mondiale du jour. Toutefois, afin d'éviter des pertes trop lourdes, elle a décidé de réduire les prix d'achat qui sont devenus très élevés par rapport à ceux du marché extérieur. Au mois d'août 1931, le prix du blé a été ramené de 400 à 340 leva par quintal. Des réductions semblables ont été faites également sur les autres céréales.

Pour mettre cette aide plus utile aux producteurs, le gouvernement a modifié par un arrêté du 15 juillet 1931 (1)

(1) *La Bulgarie*, du 20 juillet 1931.

le système de paiement. Ainsi, au lieu d'être payés comme auparavant, la moitié en espèces et le reste en bons d'impôts, les agriculteurs ont reçu pour les ventes de la récolte de 1931, 70 % du prix au comptant, et 30 % seulement en bons d'impôts. En même temps, la capacité de paiement de ces bons a été sensiblement élargie. Les producteurs, après avoir acquitté leurs charges publiques, ont été autorisés à payer avec ces bons leurs dettes contractées à la Banque Agricole, de même que les versements de l'assurance obligatoire contre la grêle. Les bons restés après ces versements en leur possession ont été remboursés par la Banque Agricole à leur valeur nominale.

Mais la Direction a subi des pertes énormes. Afin de diminuer cette charge, devenue trop lourde pour le Trésor, le gouvernement s'est vu dans la nécessité de faire supporter au moins une partie de cette charge directement à la consommation intérieure. Dans ce but, la loi du 12 octobre 1931 a institué le régime de monopole pour les céréales panifiables dont l'exécution fut confiée à la Direction. Les moulins étaient tenus d'acheter le blé exclusivement à la Direction à un prix de 400 leva le quintal, tandis qu'elle n'a payé aux producteurs que 340 leva par quintal. En même temps que l'introduction du monopole, la Direction a été déchargée de l'achat du maïs, qui a été rendu au commerce libre. Toutefois, pour ne pas laisser tomber les prix à la parité mondiale, la Direction a été chargée de payer une prime de 50 leva pour chaque quintal de maïs exporté.

Pendant l'année commerciale 1931-32, elle a acheté 5 millions de quintaux de blé dont elle a vendu 3 mil-

lions aux exportateurs et le reste à la consommation intérieure. Quant aux résultats financiers, portant sur la récolte 1931, ils ont été encore plus défavorables que ceux de l'année précédente. En effet, l'intervention de l'Etat pour la valorisation des céréales de la récolte 1931 s'est clôturée avec une perte de 583,1 millions (1) de leva. Les causes de ce déficit étaient d'abord les prix excessivement bas sur les marchés mondiaux et ensuite surtout les forts excédents exportables provenant de la récolte abondante de 1931.

Quant au régime du monopole, il n'a pas donné lui aussi des résultats biens satisfaisants. Il a eu pour conséquence inévitable la fraude, dont le contrôle est fort difficile dans un pays essentiellement agricole. En effet, sur les 1.500 tonnes de blé qu'on a considéré comme la consommation journalière de la population urbaine, 300 à 400 tonnes (2) seulement ont été achetées à la Direction. Il est donc évident que dans ces conditions, celle-ci n'a pu récupérer que partiellement ses pertes, sur la consommation intérieure.

On a reproché en outre au régime du monopole et en général à l'activité de la Direction, de ne favoriser qu'un nombre relativement faible d'agriculteurs parce que sur l'ensemble des exploitations paysannes en Bulgarie, il n'y a que 40-50 % qui produisent des céréales et seulement 20 % qui présentent des excédents pour la vente.

(1) S.D.N. 25^e *Rapport du Commissaire de la S.D.N. en Bulgarie*, Genève, le 9 janvier 1933.

(2) Art. de M. BAROUH dans la *Revue de la Société Bulgare d'Economie politique*, avril 1932.

A la suite de ces résultats peu satisfaisants, la suppression de la Direction a été plusieurs fois réclamée. Mais, craignant une chute brusque des prix, le gouvernement a préféré la maintenir. Toutefois, le système de l'intervention a été modifié par la loi du 1^{er} juillet 1932. Le monopole du commerce du blé et du seigle a été abrogé, en même temps, l'intervention n'a été maintenue que pour le blé : les autres céréales ont été rendues au commerce libre. Le prix d'achat a été fixé à 270 leva le quintal et payé entièrement au comptant.

D'autre part, pour couvrir les pertes résultant des achats, partant, sur la récolte de 1932, ainsi que pour récupérer au moins une partie de ces pertes antérieures, une taxe sur le pain et la farine a été instituée à partir du 1^{er} juillet 1932. Cette taxe a été fixée à 1 leva par kilog. de pain ordinaire, et à 1,50 leva sur la farine et le pain de luxe.

Pendant l'année 1932-33, 820.000 de quintaux de blé ont été exportés. La Direction a revendu le blé aux exportateurs à des prix variant entre 220 et 230 leva le quintal. Les opérations portant sur la récolte 1932 se sont clôturées avec une perte de 30 millions de leva (1).

Après la récolte de 1933, la Direction a été maintenue, les prix d'achat pour le blé étaient fixés comme auparavant à 270 leva le quintal. Les excédents exportables ont été évalués à environ 2 millions de quintaux. Cependant, les fonds de roulement ainsi que les capitaux nécessaires pour combler les pertes, soit à peu près 100 leva par quin-

(1) S.D.N. 28^e *Rapport du Commissaire de la S.D.N. en Bulgarie*, Genève, septembre 1933.

tal, ont fait complètement défaut à la Direction. La Banque Agricole n'a pu lui avancer que 20 millions de leva, étant donné que la plus grande partie des avances faites pendant les années précédentes n'avait pas été remboursée. Bien que la Direction ait réussi à conclure à l'étranger un emprunt de 50 millions de leva, les disponibilités étaient insuffisantes en face des engagements.

Devant cette situation, la majeure partie des agriculteurs ont été obligés de vendre leur blé au marché libre à des prix sensiblement inférieurs à ceux fixés par la Direction. Il en est résulté qu'elle a commencé à perdre son importance comme institution ayant pour but de revaloriser les céréales. En dépit des difficultés financières de la Direction, le gouvernement a trouvé qu'il est indispensable de maintenir son activité. Espérant renforcer sa situation et son influence sur le marché, le monopole du commerce de céréales a été de nouveau institué par le décret (1) N° 29, du 22 janvier 1934. La Direction achète le blé aux producteurs à 240 leva le quintal et le revend aux moulins à 390 leva le quintal. Les minoteries et les commerçants ont été obligés de déclarer leurs stocks effectifs et d'acquitter sur eux une taxe de 150 leva par quintal. C'est en vertu de ce décret que la Direction continue actuellement à fonctionner.

§ 4. — Aides apportées aux producteurs de blé en Hongrie.

Avant la guerre, dans l'ancienne monarchie austro-hongroise, le territoire de la Hongrie actuelle était le cen-

(1) *Journal Officiel de Bulgarie*, N° 237, du 22 janvier 1934.

tre de la production du blé. Cette grande plaine si riche en céréales, faisant partie d'une unité économique avec des provinces importatrices, disposait ainsi d'un débouché suffisant, d'autant plus que l'ensemble de l'agriculture de l'Empire était protégé par des tarifs douaniers.

Ces conditions exceptionnellement favorables ont également beaucoup contribué au développement de l'industrie meunière dans tout le pays, mais particulièrement dans les environs de la capitale. La plus grande partie des excédents de blé était exportée sous forme de farine, dans les provinces industrielles de la monarchie.

Après la guerre, la situation a complètement changé. A la place de l'Empire succédaient de nouvelles unités économiques commençant aussitôt à protéger leur agriculture. De sorte que la Hongrie perdant sa situation privilégiée s'est vue placée sur le même plan que les autres pays exportateurs de céréales. Cependant, malgré ces transformations économiques et politiques, les premières années de l'après-guerre ont été plutôt une période de relative prospérité agricole.

Mais la crise mondiale et en particulier l'effondrement du marché des céréales ont eu de fortes répercussions sur la situation des agriculteurs. Les cours du blé à la Bourse de Budapest, qui ont été en janvier 1930 de 22 francs-or le quintal, sont tombés à 12 francs-or en janvier 1931.

Par surcroît, au mois de décembre 1930, venait d'éclater la guerre douanière entre la Hongrie et la Tchécoslovaquie, qui n'a fait qu'aggraver encore leur situation. En effet, à partir de 1931, le marché tchécoslovaque, naguère

le débouché le plus important, s'est complètement fermé à l'écoulement du blé hongrois.

Importation totale (1) de blé en Tchécoslovaquie		Part revenant au blé importé de Hongrie, en %	
En juillet 1930	2.141.000 de quintaux	39,5	
Janvier-juillet 1931 ..	862.000	—	0,2
Juillet-déc. 1931	3.283.600	—	0,0
Janvier-mars 1932 ...	1.135.000	—	0,2

Par suite, le gouvernement s'est vu dans la nécessité d'intervenir en faveur des agriculteurs. D'abord, des mesures ont été prises pour faciliter l'exportation du blé. C'est ainsi, pour aider et intensifier le placement du blé et des produits agricoles en général à l'étranger, que l'Institut hongrois de l'Exportation agricole a été créé et placé sous la surveillance et le contrôle du ministère de l'Agriculture. Cet organisme a été chargé de donner aux exportateurs hongrois des renseignements sur les exigences des pays importateurs, sur la possibilité de placement des denrées à l'étranger, ainsi que d'intensifier les relations commerciales entre les sociétés de commerce étrangères et les exportateurs hongrois.

De même le gouvernement a cherché à obtenir par une politique commerciale un placement avantageux à l'étranger pour le blé et la farine. Dans ce but, la Hongrie a conclu un arrangement avec la France, le 25 septembre 1931, en vertu duquel la France s'est obligée à importer de Hongrie 10 % de ses besoins en blé étranger

(1) *Mezőgazdasági Közlöny*, Budapest, 1933, N° 4, p. 155.

à des tarifs préférentiels. Le traité de commerce conclu avec l'Allemagne à la fin de 1931 a prévu également un traitement préférentiel pour le blé hongrois. A partir du mois de mars 1932, l'Autriche a accordé aussi une réduction douanière de 3,50 couronnes-or à un contingent annuel de 500.000 quintaux.

Par contre, le désir du gouvernement hongrois d'obtenir des préférences pour ses farines s'est toujours heurté à un refus des pays importateurs, étant donné qu'ils ont voulu eux-mêmes développer leur propre industrie meunière. Ainsi, par exemple, l'Autriche qui a importé une moyenne annuelle de 1,7 quintaux de farine hongroise, pendant les années 1923-27, n'en a importé que 0,4 million pendant l'année commerciale 1932-33, ce qui a inévitablement entraîné l'arrêt d'une grande partie de l'industrie hongroise.

D'autre part, le gouvernement hongrois a favorisé aussi directement les producteurs de céréales dès le commencement de la dépression des prix agricoles, en leur accordant des subventions financières. En effet, la loi XXII, de 1930 (1) « concernant les dispositions nécessaires à la mise en valeur de certaines céréales », entrée en vigueur le 15 juillet 1930, a introduit le système du bulletin de céréales, nommé « système de boletta », qui assure aux agriculteurs une prime à la vente du blé et du seigle. Cette loi est d'ailleurs la base de toute la législation postérieure visant au subventionnement de l'agriculture.

D'après l'article premier de cette loi, le droit de pro-

(1) *Annuaire International de Législation agricole*, XX^e année, 1930, Rome, 1931, p. 152.

priété sur le blé, le seigle et le méteil ne peut pas être transmis, ni à titre gratuit, ni à titre onéreux, s'il n'est fait délivrance d'un bulletin de céréales. Chaque personne désirant acheter du blé, du seigle ou du méteil, doit se munir d'abord d'un bulletin de céréales acheté à l'administration. Ce bulletin est composé de deux parties : un feuillet de céréales et un coupon. Le coupon (dont la valeur a été fixée à 3 pengoes pour la campagne commerciale 1930-31) est obligatoirement remis par l'acheteur au producteur pour chaque quintal de blé acquis. Tandis que le feuillet de céréales (qui n'a eu une valeur propre pendant l'année commerciale 1930-31) reste entre les mains de l'acheteur, afin de suivre la marchandise dans ses transmissions postérieures. En effet, le propriétaire du blé ainsi acquis est obligé en cas de revente, de céder au nouvel acquéreur le feuillet en même temps qu'il lui remet les céréales vendues.

De même en cas d'importation de blé étranger, l'usage du bulletin de céréales est obligatoire pour l'importateur. Mais dans ce cas, les coupons correspondant aux quantités importées doivent être remis aux autorités douanières.

Le producteur, de son côté, est autorisé à payer avec les coupons reçus ses impôts et autres charges publiques. Après acquittement de ses redevances, le reste lui est remboursé en espèces par les bureaux de perception.

Le système du bulletin de céréales a donc élevé artificiellement le prix d'achat, étant donné que l'acheteur est obligé de donner au producteur, en sus du cours du marché un coupon d'une valeur de 3 pengoes par quintal de céréales. Or, pour ne pas rendre par là impossible la vente

du blé hongrois à l'étranger, la loi XXII de 1930, a prévu dans son article 4, alinéa 3, que « dans le cas d'exportation des céréales à l'étranger, à l'état brut, la valeur du bulletin de céréales devra être restituée à l'exportateur sous justification de l'exportation et après la remise des feuillets de céréales », cette restitution existe également pour les quantités de farines exportées.

D'autre part, pour venir également en aide aux petits producteurs qui, le plus souvent, n'ont pas de céréales à vendre, la même loi a exempté de l'impôt foncier tous les agriculteurs dont le revenu net cadastral ne dépasse pas 58 pengoes. Pour le financement de ces différentes subventions, un fonds spécial a été créé par l'article 9 de la loi XXII de 1930. Les recettes de ce fonds ont été pendant la campagne commerciale 1930-33 :

1° Les sommes provenant de la vente des bulletins de céréales ;

2° Les rentrées de l'impôt général sur la circulation des farines, fixé à 10 % *ad valorem* pour les farines de luxe, et 3 % pour les farines ordinaires .

3° Les taxes dues par les meuniers sur leurs rétributions en nature ;

4° Les sommes allouées par le Ministre des Finances et provenant d'autres recettes de l'Etat.

Sur ce fonds s'effectuaient les paiements suivants :

1. — La conversion de la valeur des coupons reçus par le fisc pour acquittement des charges publiques ainsi que ceux payés en espèces au producteur ;

2. — La conversion de la valeur du bulletin de céréa-

les en cas d'exportation du blé, du seigle, ou de leurs farines ;

3. — La restitution de l'impôt général sur la circulation sur les quantités de farines exportées ;

4. — Le remboursement à l'Etat des impôts non levés sur les terres des propriétaires agricoles dont le revenu net annuel ne dépasse pas 58 pengoes.

En outre, l'article 58 autorise le Ministre des Finances à fixer par décret la taxe de mouture à percevoir par les meuniers, le taux de blutage, le prix des produits dérivés de la mouture et le prix du pain, ainsi qu'à fixer la proportion et la qualité du seigle à mélanger au blé pour la fabrication du pain. Enfin, l'article premier, alinéa 6, décide que le prix du bulletin de céréales, à partir de 1931, sera fixé chaque année par le Ministre des Finances, par décret publié avant le 25 juin. De même, le ministre est autorisé à suspendre l'institution du bulletin si le taux du prix des céréales le justifie.

La même loi a réglementé, dans son chapitre II, les conditions des prêts sur céréales qui ont facilité aux agriculteurs l'obtention du crédit à court terme. Dans son chapitre IV, elle prend des mesures pour la réglementation des ventes à terme de céréales, afin d'empêcher la spéculation.

Il est incontestable qu'une prime de 3 pengoes par quintal de blé vendu apporte une aide considérable aux producteurs. Mais, d'autre part, l'inconvénient du système consistait à faire supporter l'ensemble de faveurs accordées à l'agriculture uniquement par la population urbaine et ouvrière obligée de payer le pain plus cher.

Le gouvernement espérait réussir à conclure bientôt des accords préférentiels pour les excédents de blé, ce qui lui permettrait d'abroger le système de primes établi en juillet 1930. Malheureusement, ses efforts pour obtenir des faveurs douanières n'ont pas donné des résultats satisfaisants. De sorte qu'il s'est vu dans la nécessité de maintenir, pour l'année 1931-32, le système du bulletin de céréales. De plus, par suite de la baisse considérable des prix, le montant des primes, par quintal, a encore été augmenté.

Ainsi, se basant sur la loi XXII 1930, le gouvernement a élevé, par voie de décret, en juin 1931, le prix du bulletin de céréales à 10 pengoes. La valeur du coupon a été fixée à 6 pengoes et celle du feuillet à 4. De ces 6 pengoes représentant la valeur du coupon reçu par les producteurs, 3 étaient destinés aux paiements des charges publiques, tandis que le reste leur était remboursé en espèces. Les autres subventions accordées antérieurement ont été également maintenues pendant l'année 1931-32. De sorte que les charges du fonds agraire sont restées les mêmes que celles de l'année précédente. Les recettes du fonds, par contre, furent modifiées et ne furent plus que les encaissements provenant de la vente des bulletins de céréales et les rentrées d'une taxe unique sur la mouture de 2,5 pengoes par quintal de blé.

Bien que les primes aient été élevées de 3 à 6 pengoes par quintal, cette augmentation n'a pas suffi à compenser les pertes des agriculteurs résultant de la baisse des cours depuis 1930. En effet, le prix moyen du blé

n'était que de 12 pengoes le quintal, pendant la campagne 1931-32 contre 15,34 en 1930-31.

Par contre, avec l'élévation du prix des bulletins ainsi qu'avec la taxe sur la mouture, le prix du pain a considérablement augmenté, ce qui a été une charge trop lourde pour les consommateurs. Pour les commerçants, l'inconvénient consistait dans l'obligation d'acheter les bulletins au comptant tandis qu'ils devaient vendre leurs marchandises le plus souvent à crédit.

D'autre part, avec l'aggravation de la crise, on a reproché au système des primes de ne subventionner que les producteurs de céréales panifiables, ce qui paraissait peu équitable quand en même temps les autres branches de l'agriculture souffraient également de l'avalissement des prix. Ensuite, le système du bulletin des céréales favorisait surtout les grands propriétaires ayant à vendre des quantités considérables de blé, tandis que la majorité des agriculteurs ne présente que des excédents insignifiants.

Pour parer dans une certaine mesure à ces manquements, les décrets prolongeant le système des primes pour l'année 1932-33 y apportèrent plusieurs modifications.

D'abord, l'exemption de l'impôt foncier qui, depuis 1930, ne s'appliquait qu'à des propriétaires ayant un revenu cadastral net de moins de 58 pengoes, a été étendu, pour l'année budgétaire 1932-33, à tous les propriétaires dont le revenu cadastral net ne dépasse pas 116 pengoes. Ensuite, pour donner une aide aux viticulteurs également très atteints, la loi les a exemptés de l'impôt foncier sans considération de leur revenu.

Par suite de cette exemption considérable d'impôts.

la charge du fonds agraire a tellement augmenté que le gouvernement a décidé de réduire la valeur du coupon de 6 à 4 pengoes, tout en laissant le prix du bulletin à son niveau antérieur de 10 pengoes. En outre, pour favoriser la consommation du seigle dont l'écoulement à l'étranger est encore plus difficile que celui du blé, sa farine a été affranchie de la taxe de mouture fixée auparavant à 2,5 pengoes par quintal.

Bien que les prix du blé se soient légèrement améliorés pendant l'année commerciale 1932-33, le gouvernement, vu la récolte qui s'annonçait abondante, a trouvé pour nécessaire de maintenir le subventionnement de l'agriculture. Toutefois, des modifications nouvelles y ont été apportées. D'abord, par des considérations d'ordre social, les recettes du fonds agraire ont été modifiées. En effet, dès le commencement du système du bulletin de céréales, la charge résultant des primes et de l'exemption d'impôt foncier s'est trouvée supportée exclusivement par la consommation intérieure. Durant l'année 1931-32, par exemple, le blé consommé dans le pays a été frappé d'une charge de 12,5 pengoes par quintal.

Ainsi, le décret N° 6.100 1933 M.E. prolongeant le système du bulletin, et les autres décrets successifs font supporter en partie le fardeau des primes et des autres faveurs accordées à l'agriculture par les autres branches de l'activité économique (industrie, commerce) qui sont dans une situation relativement plus favorable.

Les recettes du fonds agraire sont :

1° Les sommes provenant de la vente des bulletins de céréales ;

2° Les rentrées de la taxe de mouture ;

3° Les produits provenant de la taxe de 2,5 0/00 sur le capital social des compagnies soumises à l'impôt sur les sociétés ;

4° Les rentrées de la taxe sur les cartels, de même que de la taxe sur le coke et le charbon ;

5° Les produits de l'augmentation de l'impôt sur le chiffre d'affaires de l'industrie textile représentant 1 % de la valeur de leur **production** ;

6° Les sommes provenant de l'imposition de certains produits coloniaux.

D'autre part, le prix du bulletin de céréales est réduit à 3 pengoes par quintal, dont le total est absorbé par le coupon, le feuillet n'ayant pas de valeur propre. La taxe de mouture est fixée à 4,5 pengoes par quintal de blé et à 3 pengoes pour le seigle. De même une réduction des tarifs de chemins de fer est accordée pour le transport des produits agricoles.

L'exemption de l'impôt foncier accordée aux petits propriétaires ainsi qu'à tous les viticulteurs, est également prolongée jusqu'au 1^{er} juillet 1934.

L'abondante récolte du blé de 24,5 millions de quintaux en 1933 a eu des conséquences extrêmement défavorables sur les cours de la Bourse de Budapest. Les prix y ont atteint le niveau le plus bas enregistré jusqu'ici.

*Prix du blé et du seigle à la Bourse de Budapest
en 1933 (1)*

En pengoes par quintal (1 pengoe : 3,20 frs).

	Blé	Seigle
Janvier	12,9	5,85
Mars	15,27	7,58
Juin	13,05	5,65
Juillet	13,40	6,12
Août	9,25	4,80
Septembre	8,52	4,65
Octobre	8,00	4,35
Novembre	7,75	4,15

Afin de diminuer dans une certaine mesure le montant des quantités offertes sur le marché, le gouvernement a autorisé les agriculteurs à acquitter en blé et en seigle leurs arriérés d'impôts à condition que la déclaration en soit faite avant le 20 septembre 1933. Les quantités ainsi déclarées s'élèvent à 1,31 million de quintaux.

L'accord de Londres de 1933 sur le blé a fixé à la Hongrie, pour la campagne commerciale 1933-34, un contingent d'exportation de 5,35 millions de quintaux, qui ne représentent qu'à peu près 60 %, vu ses forts excédents.

Mais, étant donné que les contingents accordés aux autres pays danubiens, notamment à la Roumanie et à la Yougoslavie n'ont pas pu être épuisés par eux, la Hongrie a pu, en vertu de l'accord, augmenter ses exportations.

(1) *Bulletin Economique de l'Institut Central Financier, Budapest, 1933, N° 4, p. 140.*

Bien qu'il ait contingenté les exportations, l'accord de Londres n'a pas procédé à une répartition des marchés entre les différents pays exportateurs. De sorte que les difficultés de l'écoulement du blé à l'étranger n'ont pas été résolues. Grâce à l'intervention du gouvernement hongrois, la majeure partie du contingent exportable a pu trouver placement. C'est ainsi que l'accord de Clearing, conclu en septembre 1933 avec la Suisse, stipule entre autres que les soldes ressortant du Clearing au crédit de la Suisse, doivent être couverts par des exportations de blé hongrois jusqu'à la concurrence de 500.000 quintaux. Avec l'Allemagne également, un accord a été conclu en vertu duquel l'Allemagne s'engage à prendre 1 million de quintaux de blé contre liquidation des créances de marchandises allemandes immobilisées en Hongrie. De même un contingent d'importation de 2 millions de quintaux a été accordé par l'Autriche, ainsi qu'une quantité d'un million par l'Italie. Grâce à ces accords, la Hongrie a pu exporter pendant le premier semestre de la campagne commerciale 1933-34, 4,7 millions de quintaux de blé.

La question de la revalorisation du blé hongrois a été de nouveau mise en discussion à Rome au mois de mars 1934, lors de la réunion des Chefs de gouvernement d'Italie, d'Autriche et de Hongrie. Cette réunion visant la collaboration politique et économique entre ces trois pays, a abouti à la signature de trois protocoles le 17 mars 1934. Par le premier de ces protocoles, les trois Chefs de gouvernement décident de concourir au maintien de la paix, et la restauration économique en Europe sur la base du respect de l'indépendance de chacun des Etats.

Les deux autres protocoles envisagent le développement des rapports économiques entre l'Italie, l'Autriche et la Hongrie, sur la base des critères établis par la conférence de Stresa. Notamment, en ce qui concerne le problème du blé hongrois, l'article 2 du Protocole N° II déclare que les « gouvernements d'Italie, d'Autriche et de Hongrie, décidés d'adopter les mesures nécessaires pour surmonter les difficultés de la Hongrie provenant de la baisse du prix du blé, ces accords seront conclus au plus tôt en tous cas avant le 15 mai 1934 (1).

Aussitôt, à partir du 5 avril, des pourparlers ont eu lieu à Rome entre les signataires des protocoles. Ces négociations ont finalement abouti à la conclusion des accords économiques italo-austro-hongrois (2), signés le 14 mai 1934.

L'accord italo-hongrois contient notamment « l'engagement pour l'Italie d'adopter les mesures nécessaires pour permettre à la Société Safni d'acquérir, par l'entremise d'une organisation qui sera désignée par le gouvernement hongrois, un million de quintaux de blé hongrois à un prix qui permettra à la Hongrie une valorisation convenable de son produit ».

« L'engagement par la Hongrie, de donner à la Safni un droit d'option pour l'acquisition d'un autre million de quintaux de blé hongrois, étant entendu que si ladite société ne fait pas usage de ce droit, elle devra contribuer à la valorisation du blé non acquis par elle. »

(1) *Le Temps*, du 19 mars 1934.

(2) *L'Economiste Français*, du 9 juin 1934, p. 707.

« L'engagement par la Hongrie d'examiner tout particulièrement les demandes de l'Italie en vue de facilités douanières soumises au régime de la clause de la nation la plus favorisée, ainsi que pour atténuation du régime de restriction aux importations. »

L'accord austro-hongrois assure également à la Hongrie, la valorisation de 2,2 millions de quintaux de blé, et à l'Autriche l'élargissement du marché hongrois pour ses exportations industrielles.

En vertu de ces accords, l'Italie et l'Autriche se sont obligées d'acheter le blé hongrois respectivement à 56 et 52 livres le quintal, prix « rendu à la frontière ». Ces prix sont environ le double de ceux pratiqués pendant l'année commerciale 1933-34 sur le marché hongrois. Ce traitement de faveur a permis au gouvernement d'abroger par le décret du 24 juin, le régime de primes à la vente. (Système de boletta.)

§ 5. — Procédés de revalorisation du blé en Roumanie.

La Roumanie est un des plus grands pays exportateurs de céréales en Europe. Dans ses exportations, c'est l'orge et le maïs qui viennent en tête, tandis que le blé n'y occupe qu'une place relativement peu importante.

En effet, pendant la période 1928-30, la Roumanie a exporté une moyenne annuelle de 14,5 millions de quintaux d'orge et de 7,7 millions de quintaux de maïs, alors

que les exportations du blé n'atteignaient qu'une moyenne de 1,6 millions de quintaux (1).

D'ailleurs, ce qui caractérise le commerce d'exportation du blé roumain, c'est la grande fluctuation de son volume. Ainsi, pendant la campagne commerciale de 1929-30, le blé exporté n'était que de 800.000 quintaux. Au contraire, pendant les années 1931-32, les exportations se sont élevées à un chiffre record de 10,1 millions de quintaux.

De même, après la faible récolte de 1932, les exportations roumaines ont complètement cessé.

Les cours du blé sur le marché ont suivi à peu près une courbe parallèle à celle des excédents exportables. Les prix du blé ont varié à la Bourse de Braïla de la façon suivante, en leu par quintal (1 leu vaut 0,15 frs) :

Année commerciale 1929-30.....	612
— " — 1930-31.....	351
— " — 1931-32.....	305
— " — 1932-33.....	535
Novembre 1933	342

Etant donné cette variation des prix à l'intérieur, l'intervention du gouvernement en faveur des producteurs de blé ne s'est posée que quand ils tendaient vers la parité mondiale.

La baisse de cours en 1930 a incité le gouvernement à prendre les premières mesures en faveur des producteurs de céréales.

(1) *Revue Hongroise de Statistique*, juin 1933, p. 422-4.

Ainsi, au mois de juin 1930, les droits d'exportation sur le blé ont été réduits de 180 (1) leu à 10 leu par quintal.

En effet, la Roumanie est le pays qui a le plus longtemps maintenu en Europe les droits à l'exportation, cette forme simple de l'impôt qui a d'ailleurs lourdement pesé sur une formation des prix à l'intérieur.

Mais, ce n'est qu'après la récolte exceptionnellement abondante de 36,8 millions de quintaux de 1931 (dépassant de 6 millions la moyenne des années 1926-30) que le problème du blé s'est posé avec toute sa gravité. Pour éviter que les gros excédents d'exportation ne provoquent une chute catastrophique des prix, les pouvoirs publics ont décidé d'intervenir d'urgence.

Pour soutenir les prix du blé à l'intérieur, deux procédés ont été envisagés. D'abord on a préconisé une intervention directe de l'Etat, qui achetant le blé à un prix minimum aurait réussi à maintenir les cours à un niveau rémunérateur. Les pertes de l'Etat résultant de la différence des achats à l'intérieur et la vente sur le marché international aurait été supportée, au moyen d'une taxe sur le pain et la farine, par la consommation intérieure.

Ce procédé d'intervention a été déjà prévu dans la loi sur la valorisation des céréales du 8 avril 1931, qui d'ailleurs, ne fut pas mise en application. Ce système a été définitivement abandonné à cause des grands inconvénients qu'il aurait entraînés.

En effet, une intervention directe par des achats à un prix minimum s'étend nécessairement sur la totalité des

(1) Inst. Int. d'Agric. *Documentation pour la Conf. monétaire et économique de Londres*, 1933, Rome, 1933, p. 184.

excédents des producteurs, ce qui nécessite par conséquent l'immobilisation de capitaux importants et le stockage d'une partie des quantités achetées. Or, c'est précisément le manque de capitaux et l'insuffisance de magasins qui ont rendu impossible à la Roumanie d'intervenir par ce procédé direct.

Vu ces difficultés, le gouvernement a été amené à étudier le système des primes à l'exportation qui, contrairement à l'intervention directe, ne s'exerce que sur les excédents d'exportation. Par conséquent, on évite le stockage et par suite, des moyens financiers relativement peu importants suffisent.

Le système des primes à l'exportation a été définitivement adopté par la loi sur la valorisation des produits agricoles du 22 juillet 1931 (1), l'article 8 de cette loi a accordé pour la période allant du 20 juillet 1931 jusqu'au 1^{er} juillet 1932, une prime de 1.000 lei par tonne de blé et une prime de 1.300 lei par tonne de farine exportée.

Les primes ont été payables en espèces par le Ministre des Finances, sur la base du certificat de douane, établissant la quantité de blé et de farine exportée.

Pour la couverture des sommes nécessaires au paiement des primes, on a recouru à la taxation du pain. L'article 17 de la loi prescrivait la création d'un timbre à coller sur le pain mis en vente. Le timbre était de 1 lei sur 1 kg. de pain blanc, et de 0,5 lei pour 1 kg. de pain noir. Toutefois, le Ministre des Finances a été autorisé à remplacer, sur la demande des boulangers d'une mu-

(1) *L'Est Européen agricole*, N° 4, janvier 1934.

nicipalité ou d'une commune, le timbre par une taxe forfaitaire égale à l'équivalent du timbre et en rapport avec la production de chaque boulangerie.

D'ailleurs, la loi du 22 juillet 1931 a prévu, en dehors des primes proprement dites, d'autres mesures visant le relèvement des cours du blé. Ainsi, pour libérer le marché intérieur de toutes entraves qui ont défavorablement influencé la formation des prix, cette loi a abrogé les droits d'exportation sur les céréales et leurs dérivés.

Elle a également supprimé les taxes de timbre et d'enregistrement sur les ventes de céréales. En outre, les achats de céréales, de leurs dérivés destinés à l'exportation ont été exemptés de l'impôt sur le chiffre d'affaires.

D'autre part, pour la réorganisation du commerce des céréales, la même loi contenait plusieurs dispositions. Ainsi, l'article 30 a autorisé le gouvernement à créer, dans les conditions prévues par le Code de commerce, une Société nationale pour le Commerce des produits agricoles.

Le but de cette Société était d'approvisionner l'armée et toutes autres institutions publiques, ainsi que de créer une réserve nationale de céréales. L'art. 51 a créé l'Union des exportateurs de céréales de Roumanie.

Cette Union comprend la Société Nationale pour le Commerce des produits agricoles, la Centrale des Coopératives d'importation et d'exportation, les Sociétés et les personnes qui s'occupent du commerce des céréales. Le but de l'Union est de conclure des accords de vente, et de perfectionner le commerce d'exportation d'accord avec les organisations similaires des autres pays exportateurs

de céréales. L'Union est également chargée de concentrer tous les renseignements qui intéressent le commerce d'exportation et de collaborer avec les pouvoirs publics à la standardisation des produits agricoles.

Le régime des primes à l'exportation, soutenu surtout par les exportateurs, a fortement stimulé l'écoulement du blé à l'étranger, en particulier au commencement de l'année commerciale. Pendant son application, plus de 10 millions de quintaux de blé ont été exportés.

*Exportation (1) du blé pendant le régime des primes
à l'exportation, en milliers de quintaux.*

Juin 1931	265
Juillet	90
Août	1.793
Septembre	3.390
Octobre	1.470
Novembre	1.540
Décembre	870
Janvier 1932	120
Février	145
Mars	140
Avril	350
Mai	75

Cependant, cette exportation poussée à outrance a menacé d'épuiser complètement les stocks nécessaires au pays. A ce fait venaient s'ajouter les lourdes charges ré-

(1) *L'Est Européen agricole*, N° 4, janvier 1933, p. 165.

sultant pour le Trésor, du paiement des primes. Ce fait a amené finalement le gouvernement à abroger par la loi du 22 avril 1932 le régime de primes à l'exportation.

Toutefois, l'obligation du timbre est restée en vigueur jusqu'à la couverture complète des primes payées.

Après la mauvaise récolte de 1932, la situation du marché roumain a subitement changé. La production du blé ne fut que de 15,1 millions de quintaux, soit environ la moitié de celle des années précédentes. D'autre part, les stocks avaient été réduits au minimum pendant l'application du système des primes à l'exportation. Il en résultait qu'immédiatement après la récolte les prix ont considérablement augmenté. A la Bourse de Braïla, le blé n'a coûté en juillet 1932 que 325 lei par quintal, par contre, au mois de novembre, le prix du blé s'est élevé à 650 lei, dépassant ainsi deux à trois fois la parité mondiale. Ces prix se sont maintenus pendant toute l'année commerciale 1932-33.

Etant données ces conditions, le problème de valorisation des prix du blé ne s'est pas posé pendant toute l'année 1932-33. Au contraire, pour empêcher l'importation des blés étrangers, le gouvernement a élevé les droits de douane sur le blé à 600 leu par quintal.

Mais, la bonne récolte de 32,4 millions de quintaux de 1933, a provoqué un fléchissement sensible des cours. Et le gouvernement, craignant que les prix ne tombent à la parité mondiale, a pris la décision d'intervenir en faveur des producteurs en soutenant les prix à un niveau déterminé.

A cet effet, plusieurs procédés ont été envisagés. Le

maintien des cours au moyen de primes à l'exportation, ainsi que le monopole du commerce des céréales, n'ont pas été approuvés. Le gouvernement a préféré adopter le système de soutien des cours, par l'intervention sur le marché libre.

Ainsi, on a décidé de maintenir le prix du blé sur le marché national entre 300 et 400 leu par quintal. Par conséquent, le gouvernement n'interviendrait comme acheteur que dans le cas où le producteur ne pourrait obtenir pour son blé au moins 300 leu par quintal. A cet effet, il a été créé au mois d'août 1933, un Commissariat pour la mise en valeur des céréales, qui fut chargé d'intervenir chaque fois que les prix descendaient au-dessous du minimum fixé. Pour financer cette intervention, le gouvernement a réussi à conclure un accord avec la Banque Nationale de Roumanie, accord d'après lequel la Banque s'oblige à mettre à la disposition du gouvernement une somme de 900 millions de leu.

En même temps, la Banque a consenti à avancer des crédits sur des céréales emmagasinées jusqu'à 70 % de leur valeur, à un taux d'intérêt de 6 %. En outre, une convention a été conclue par le Gouvernement avec la Régie autonome des chemins de fer qui a accordé une réduction des tarifs de transports pour les céréales destinées à l'exportation.

Cette réduction a été fixée à 500 leu par wagon de blé, et à 400 leu par wagon de maïs. Toutefois, elle n'était applicable que pendant la période d'exportation.

Les opérations du Commissariat pour la valorisation des céréales se sont faites surtout en septembre 1933. Pen-

gant les mois postérieurs, son intervention est devenue de plus en plus rare, étant donné que faute d'excédents exportables, les prix se maintenaient à un niveau assez élevé. En effet, bien que la récolte de 1933 se présentât comme assez bonne, ce pays n'a exporté que des quantités insignifiantes. Ceci s'explique par le fait qu'après la faible récolte de 1932, la Roumanie fut obligée d'entamer fortement les réserves pour faire face à la consommation intérieure, de sorte qu'une partie de la récolte de 1933 est employée à la reconstitution des stocks.

Dans le courant des mois d'octobre et de novembre, le prix du blé s'est stabilisé à la Bourse de Braïla, à environ 350 leu par quintal, dépassant largement les cours mondiaux.

En effet, pendant la même période, à Rotterdam, par exemple, le blé ne se cotait qu'à environ 200 leu le quintal.

Etant donnée cette stabilité des prix sur le marché national, le gouvernement a tenu pour superflu toute intervention en faveur des producteurs.

Ainsi, l'activité du Commissariat a été suspendue en novembre 1933 (1). Durant ses opérations, le Commissariat a acheté environ 1 million de quintaux de blé, dont la plus grande partie a été revendue à la consommation intérieure.

§ 6. — Procédés de valorisation du blé en Yougoslavie.

Après l'effondrement du marché en 1930, le problème du blé est devenu en Yougoslavie, comme d'ailleurs dans

(1) *Die Börse*, du 25 décembre 1933.

tous les autres pays agricoles, le centre de préoccupation des pouvoirs publics.

Les agriculteurs ont également souffert aussi bien de la baisse des prix que de la mauvaise organisation du commerce des céréales.

Les exportateurs yougoslaves et les organisations agricoles dépourvues de capitaux, le plus souvent n'étaient pas même capables d'absorber les quantités de blé offertes par les producteurs. La situation était particulièrement difficile au début de chaque campagne commerciale, alors que les agriculteurs ayant besoin d'argent, encombraient le marché d'offres excessives.

L'inexistence de silos et l'inorganisation des avances sur céréales ne leur permettaient pas de warranter leur récolte et d'attendre des prix postérieurs plus favorables.

Ce mauvais état du commerce du blé en Yougoslavie a été surtout exploité par des sociétés étrangères. Disposant de moyens financiers suffisants, elles ont réussi à accaparer le commerce d'exportation, de sorte que les exportateurs et les organisations agricoles yougoslaves n'étaient en fait que leurs commissionnaires.

D'autre part, comme la Yougoslavie est un pays de formation récente, le blé yougoslave n'était pas encore connu comme tel sur les marchés européens, et ses exportations n'y sont arrivées que mélangées au blé des autres pays danubiens.

Ces conditions peu favorables du commerce des céréales, ainsi que la tendance accentuée à la baisse des prix, ont incité les pouvoirs publics à prendre des mesures pour favoriser les agriculteurs.

Le gouvernement se proposait, d'une part de maintenir les prix à un niveau rémunérateur, et d'autre part de réorganiser le commerce d'exportation.

Dès la fin de l'année 1929, plusieurs systèmes d'intervention ont été envisagés. On a proposé d'abord, la création d'une organisation à base coopérative semblable au Pool canadien, d'autres ont voulu confier cette tâche de relèvement des cours à des sociétés commerciales privées. Enfin, on a recommandé également la création d'une organisation d'Etat qui devait assurer cette charge.

Le gouvernement a préféré adopter un système intermédiaire en créant, par la loi du 15 avril 1930, une société anonyme privilégiée pour l'exportation des produits agricoles. Cet organisme, malgré son caractère commercial, était en fait une institution publique, investie de larges pouvoirs. Elle était fondée au capital de 30 millions de dinars divisé en 30.000 actions nominales qui, à la fin de 1931, ont été entièrement libérées. Sur ces 30 millions, l'Etat a souscrit 12,6 millions, les exportateurs yougoslaves 1,7 million, les coopératives agricoles 0,7 million, et le reste a été souscrit par des particuliers (1).

D'ailleurs, l'article 5 du Statut a limité le droit de participation exclusivement aux personnes de nationalité yougoslave.

D'après l'article 9 du Statut, le but de la Société consistait (2) :

1. — A s'occuper du placement direct des produits

(1) Inst. Intern. d'Agricult. *Conditions de l'Agriculture* 1931-32, Rome, 1933, p. 250.

(2) *Revue Intern. d'Agricult.*, 1930, décembre, p. 404.

agricoles dans les pays importateurs et de leur vente aux meilleurs prix et aux conditions les plus favorables. Les placements s'effectuaient principalement sur commission des commettants de la Société (coopératives agricoles, maisons d'exportations, etc...).

2. — Dans les cas spéciaux (par exemple pour soutenir les cours), la Société pouvait faire des achats directs pour son propre compte.

3. — Elle devait participer à la construction des silos.

4. — D'encourager la sélection et la standardisation de la production agricole.

En outre, la Société privilégiée a procédé à l'étude des marchés nouveaux, et elle a fait connaître le blé yougoslave sur les marchés importateurs. De même, elle a réussi à obtenir une réduction allant de 20 à 30 % des tarifs de chemins de fer pour le transport des céréales destinées à l'exportation.

Par conséquent, au commencement de son activité, la Société se présentait plutôt comme un organe centralisateur et régulateur des exportations des produits agricoles. Le commerce de céréales est resté libre à l'intérieur ainsi qu'à l'extérieur. Pendant la première année de son fonctionnement allant du 10 juin 1930 au 10 juin 1931, la Société a acheté aux producteurs et a exporté à l'étranger 560.000 quintaux de blé, ce qui représentait, à peu près, la moitié du total des exportations yougoslaves. Dès le mois d'octobre 1930, quand les cours ont subi un fléchissement sensible, la Société est intervenue, achetant le blé à un prix légèrement supérieur à la parité mondiale.

Pendant le premier semestre de l'année 1930-31, le prix

du blé a varié en Yougoslavie entre 140-160 dinars par quintal et, dans le deuxième, il s'est manifesté même une tendance à la hausse. Cette amélioration des cours était d'ailleurs due plutôt à une légère augmentation des prix qui a eu lieu sur le marché international, qu'à l'intervention de la Société. D'après les données officielles, elle a clôturé l'exercice de la première année 1930-31, avec une perte de 2,4 millions de dinars.

Mais, à partir du mois de juin 1931, sous l'influence de la nouvelle récolte qui s'annonçait abondante, les prix ont subi un fléchissement sensible, ce qui a amené le Gouvernement à prendre des mesures énergiques pour le maintien des cours. Ainsi, au mois de juin, le ministre du Commerce a convoqué les représentants de la Société privilégiée, de la Minoterie et des Coopératives agricoles à une conférence en vue d'établir les moyens de maintenir les prix à un niveau rémunérateur. Les participants étaient d'avis qu'il était indispensable d'assurer aux agriculteurs un prix minimum de 150 dinars par quintal, prix considéré comme correspondant au coût de production.

Pour mettre en œuvre le régime du prix minimum, le gouvernement a institué, par la loi du 27 juin 1931 (1) au profit de l'Etat, le monopole d'exportation et d'importation du blé, du seigle et de leurs farines.

ARTICLE PREMIER. — L'importation et l'exportation de toute espèce de blé, seigle et farine constituent un droit exclusif de l'Etat.

ART. 2. — L'Etat fera usage de ce droit exclusif par

(1) *Annuaire International de Législation agricole*, XXI^e année, 1931 Rome, 1932.

l'intermédiaire de ses organes ou de l'institution qui aura été désignée dans ce but par le Ministre du Commerce et de l'Industrie après l'approbation du Président du Conseil.

ART. 4. — Le Ministre du Commerce et de l'Industrie est autorisé à édicter des prescriptions plus précises pour réglementer l'activité de l'institution désignée, ainsi que d'autres prescriptions relatives à l'exécution de cette loi.

L'exercice du monopole de l'exportation a été confiée à la Société privilégiée, obligée d'acheter tout le blé offert par les agriculteurs. Le prix d'achat pour le blé fut fixé à 160 dinars le quintal, et les moyens financiers nécessaires étaient fournis par l'Etat.

Toutefois, pour éviter des offres massives au commencement de la campagne commerciale, on a décidé d'augmenter les prix chaque mois de façon à atteindre en avril, le niveau de 180 (1) dinars le quintal. Par ailleurs, le commerce des céréales est resté libre à l'intérieur du pays. Les pertes de la Société résultant de la différence entre les prix d'achat à l'intérieur et ceux de vente à l'extérieur devaient être supportées par le Trésor.

La Société a été autorisée à acheter les céréales soit directement au producteurs, soit par l'entremise des coopératives agricoles.

Toutefois, elle a acheté de préférence les qualités supérieures, étant donné que la presque totalité de ses achats est destinée à l'exportation. Dans le même but de réserver les meilleures qualités au marché extérieur, les moulins travaillant pour le marché intérieur ont été obligés

(1) Les cours du blé ont varié entre 100 à 120 dinars le quintal sur le marché mondial durant l'année commerciale 1931-32.

d'employer pour la fabrication de la farine un certain taux minimum du blé de qualité inférieure. Le Ministre du Commerce a été également autorisé à réserver à l'Etat le droit exclusif d'achat dans les régions qui produisent les meilleurs blés.

Cependant, dès le commencement de la mise en œuvre du monopole, les pertes de la Société se sont montrées trop lourdes pour le Trésor. En effet, en introduisant le monopole extérieur, on a calculé les excédents exportables de blé à environ 3 millions de quintaux, alors qu'en réalité ils ont dépassé 4 millions, de même les pertes par quintal de blé exporté ont été également supérieures à celles prévues au moment de la fixation des prix d'achat.

Au mois de juillet 1931, la Société a vendu 500.000 quintaux de blé sur le marché tchécoslovaque à 150 dinars le quintal. Par contre, au mois d'août, les prix sur le même marché n'étaient que de 95 dinars le quintal.

Par suite de l'augmentation considérable des pertes, le gouvernement a été obligé de les faire supporter au moins partiellement par la consommation intérieure. A cet effet, la loi du 4 septembre 1931 a institué le monopole intérieur du commerce du blé. Son exécution a été également confiée à la Société privilégiée, les moulins ont été obligés de s'approvisionner en blé auprès de la Société.

Le prix de vente était fixé à 240 dinars le quintal, prix s'élevant chaque mois pour atteindre 270 au mois de décembre.

Tous les non producteurs, détenteurs d'une quantité de blé supérieure à 200 kgs., ont été tenus de déclarer leurs stocks aux organisations financières et d'acquitter

pour chaque quintal une taxe égale à la différence entre le prix d'achat et le prix de vente sur le marché intérieur.

Les sommes ainsi reçues ont fourni les recettes du « fonds de blé » créé auprès du Ministère des Finances, destiné à couvrir les pertes résultant des ventes sur le marché extérieur.

Pour mieux assurer le fonctionnement du monopole et afin d'éviter les fraudes, les moulins ont été divisés en deux catégories, les uns, dits moulins commerciaux, n'étaient autorisés à moudre que des blés achetés à la Société privilégiée, les autres, par contre, destinés uniquement aux besoins des agriculteurs, ne pouvaient fabriquer qu'une seule catégorie de farine avec des blés apportés par les producteurs. Mais, par suite de l'insuffisance de contrôle sur les moulins, ceux-ci ont acheté le blé directement aux producteurs à des prix sensiblement inférieurs à ceux fixés par la Société.

Il en est résulté un commerce illégitime des farines qui a rendu le monopole tout à fait illusoire. Les ventes de la Société, destinées à la consommation intérieure, diminuèrent d'un mois à l'autre, par conséquent, les recettes du fonds de blé se trouvèrent également réduites au minimum.

Etant donnés les résultats médiocres, le gouvernement a abrogé le monopole intérieur du commerce des céréales par la loi du 27 mars 1932. D'après les données officielles, la Société a vendu aux moulins pendant le régime du monopole intérieur, 1,19 (1) millions de quintaux de blé. Or,

(1) *Compte rendu de la Société privilégiée*, Belgrade, 1932, p. 24.

ce chiffre est de beaucoup inférieur à la consommation réelle de la population non productrice.

La même loi a créé une taxe forfaitaire à la charge de l'industrie meunière et au profit du fonds de blé. Cette taxe a été fixée suivant la capacité des moulins avec maximum de 300 dinars par tonne de blé.

Mais après la mauvaise récolte, en 1932 (14 millions de quintaux, contre 26,9 en 1931), la Yougoslavie n'a pas eu d'excédent exportable, et c'est seulement grâce à ses stocks de l'année précédente, qu'elle a pu éviter l'importation du blé étranger. Dans ces conditions, les prix du blé à l'intérieur ont augmenté et se sont maintenus pendant toute l'année commerciale 1932-33, autour de 220 dinars le quintal, dépassant ainsi le double de ceux du marché international.

Bien que les exportations de blé aient complètement cessé, le monopole du Commerce extérieur n'a pas été abrogé. Ce n'est que le 27 juillet 1933, avant l'ouverture de la nouvelle campagne commerciale, que le gouvernement en a décrété la suppression (1).

On a reproché en effet, au monopole, de favoriser uniquement les producteurs de blé, alors que toutes les autres branches de l'agriculture souffraient également de la dépression économique. D'autre part, en payant pour le blé des prix sensiblement supérieurs à ceux du marché international, l'Etat a subi des pertes considérables.

D'après les données officielles (2), la Société privilégiée a acheté, pour le compte de l'Etat, pendant le ré-

(1) *L'Echo de Belgrade*, du 16 novembre 1933.

(2) *Compte rendu de la Société privilégiée*, Belgrade, 1933, p. 17.

gime du monopole d'exportation, 4,6 millions de quintaux de blé pour une somme de 965 millions de dinars. Par contre, cette même quantité, elle ne l'a revendue à l'étranger que pour un total de 621 millions de dinars. D'où une perte pour l'Etat de 344 millions de dinars.

Cependant, la suppression du monopole n'a pas introduit pour le commerce extérieur du blé, un régime de liberté. En effet, le décret abrogeant le monopole a déclaré que l'exportation du blé ne peut être effectuée soit par le producteur, soit par les coopératives ou par les maisons d'exportation, qu'avec l'autorisation du Ministre du Commerce et de l'Industrie. On a choisi cette forme concessionnaire pour la raison que l'Etat désirait conserver tous les avantages des accords préférentiels, conclus avec l'Autriche et la Tchécoslovaquie.

L'exportation sur ces marchés est confiée à la Société privilégiée qui continue à fonctionner comme organisme centralisateur pour les principaux produits agricoles.

Cependant, la Yougoslavie n'a exporté pendant les premiers dix mois de l'année commerciale 1933-34, qu'une quantité de 141.000 quintaux de blé, car une partie de la récolte 1933 est utilisée, comme en Roumanie, à la reconstitution des réserves, fortement entamées après la récolte déficitaire de 1932.

Il en est résulté également, une augmentation de prix à l'intérieur, dépassant légèrement la parité d'exportation.

(3) *Revue Int. d'Agricult.*, 1934, mars, p. 227.

CONCLUSIONS

Les résultats obtenus par les Etats danubiens sur le terrain de valorisation de céréales sont loin d'être ceux qu'on prévoyait.

L'amélioration temporaire des marchés roumain et yougoslave, depuis l'année commerciale 1932-33, est due uniquement à la mauvaise récolte de 1932. N'ayant pas d'excédents exportables, il leur a été possible d'assurer au prix du blé à l'intérieur une formation propre indépendante de celle du marché international. Par contre, en Bulgarie et en Hongrie, où les exportations ont été constantes, les cours sont tombés à un niveau extrêmement bas. Le relèvement des prix continue donc d'être la préoccupation principale des Etats agraires du bassin danubien.

Cependant, les expériences ont démontré qu'ils sont incapables de résoudre le problème du blé dans leur pays par des efforts individuels. Les différentes formes de primes et d'autres faveurs qu'ils ont accordées jusqu'ici aux producteurs, n'étaient que des remèdes palliatifs, par conséquent incapables d'opérer le redressement de leur agriculture. Et les charges résultant du subventionnement des producteurs de céréales, ne sauraient avoir que des con-

séquences dangereuses pour l'équilibre budgétaire et monétaire de ces pays.

Ils ont imposé des sacrifices considérables à la consommation intérieure, en haussant artificiellement les prix sur le marché national, alors qu'en même temps, les quantités exportées ont été vendues à l'étranger, à des prix extrêmement bas. Or, ces pays sont économiquement trop faibles pour pouvoir pratiquer ce système de dumping sur une large échelle.

D'autre part, il semble également illusoire d'attendre la valorisation du blé danubien d'une action mondiale. La convention internationale du blé, conclue à Londres au mois d'août 1933, en est une preuve évidente. Bien que dans cette convention, les principaux pays exportateurs et importateurs se soient mis d'accord sur la nécessité et le procédé du relèvement des cours, rien n'a empêché que le prix du blé tombe sur les marchés libres quelques mois après au niveau le plus bas enregistré jusqu'ici.

Même si l'on suppose qu'on réussisse à relever les prix par un accord mondial, la situation des pays danubiens agricoles resterait néanmoins extrêmement précaire. En effet, ces Etats sont dans une infériorité évidente par rapport aux pays exportateurs d'outre-mer dans la production de céréales, par suite des prix de revient plus élevés. Ils seraient donc toujours menacés par la supériorité de leurs concurrents. Pourtant, il leur est impossible de renoncer à la culture du blé, parce qu'elle est la plus appropriée au climat et à la nature de leurs terres.

Tous les essais d'un changement de système de culture tendant à diminuer la production des céréales et de

la remplacer par des plantes industrielles, ont démontré qu'il n'est possible d'y procéder que sur une très petite échelle.

Le procédé qui paraît seul capable de résoudre la crise du blé danubien consiste dans une collaboration économique des pays industriels et agricoles centre-européens, au moyen de préférences douanières. Un tel rapprochement entre les Etats dont l'économie pourrait se compléter réciproquement assurerait aux excédents des pays agricoles un débouché suffisant. En effet, si l'on compare les excédents du blé des quatre pays danubiens, et les besoins d'importation de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie, pendant les années 1928-31, on voit que ces derniers pouvaient absorber complètement les exportations danubiennes.

Pendant ces années, les pays agricoles n'ont exporté que 14,6 millions de quintaux de blé, tandis que les trois pays industriels en ont importé 21 millions.

Cependant, depuis ces dernières années, ces proportions se sont considérablement modifiées. La fausse politique commerciale a entravé le libre jeu des forces économiques. Les pays industriels, par suite d'un protectionnisme agraire exagéré ont considérablement augmenté leur production agricole, tandis que les Etats agraires se sont efforcés de développer leur industrie nationale.

Il est évident que toutes ces mesures ne sont pas de nature à faciliter un rapprochement. Toutefois, il est incontestable qu'à l'aide d'un système de conventions bilatérales basées sur le régime des droits préférentiels, on

arriverait facilement à diminuer les effets néfastes de cette autarchie économique.

D'autre part, une coopérative active des pays danubiens agricoles dans le domaine du commerce d'exportation des céréales éviterait la concurrence mutuelle avec toutes ses conséquences défavorables sur la formation des prix.

L'amélioration de la qualité et la standardisation du blé, qui ne peuvent être réalisées qu'avec l'effort individuel de chaque pays, faciliteraient également son écoulement avantageux sur les marchés importateurs.

Malheureusement, jusqu'ici tous les projets visant à une collaboration des pays centre-européens ont échoué, principalement à cause des considérations d'ordre politique qui commandent les relations économiques dans cette partie de l'Europe.

Vu : *Le Président de thèse,*
Roger PICARD.

Vu : *Le Doyen de la Faculté,*
E. ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- DELAISI (Francis) : *Les deux Europes : Europe industrielle et Europe agricole*. Paris, 1929.
- HALASZ (Albert) : *La possibilité de constitution d'un plus vaste territoire douanier en Europe centrale*. Paris, 1931.
- HANTOS (Elemér) : *L'Europe centrale. Une nouvelle organisation économique*. Paris, 1932.
- HEVESY (Pauł) : *Le problème mondial du blé*. Paris, 1934.
- LAMOR (Henry) : *Le problème national et international du blé*. Paris, 1931.
- PATIN (Edgard) : *Le commerce des céréales dans le bassin bas-danubien*. Paris, 1933.
- TIBAL (André) : *La crise des Etats agricoles européens et l'action internationale*. Paris, 1931.
- Institut International d'Agriculture : *Documentation pour la Conférence monétaire et économique (Londres, 1933)*. Rome, 1933.
- Institut International d'Agriculture : *Conditions de l'agriculture 1931-32*. Rome, 1933.
- S.D.N. Comité économique : *La Crise agricole*, vol. I. Genève, 1931.
- L'Europe centrale et la crise*. (Publication de la Concilia-

tion internationale. Dotation Carnegie pour la paix internationale. Bulletin n° 6, 1933.) Paris, 1933.

S.D.N. : Rapport du Commissaire de la S.D.N. en Bulgarie. Genève, 1933.

PERIODIQUES EN LANGUE FRANÇAISE

Annuaire international de législation agricole.

Annuaire international de statistiques agricoles.

Bulletin des Chambres bulgares de Commerce et de l'Industrie.

Bulletin officiel de la Chambre de commerce franco-yougoslave.

Correspondance économique roumaine.

Journal des Economistes.

La Bulgarie.

L'Economiste français.

L'Est européen agricole.

L'Europe centrale.

L'Europe nouvelle.

Revue d'Economie politique.

Revue économique internationale.

Revue internationale d'agriculture.

Revue politique et parlementaire.

PERIODIQUE EN LANGUE ALLEMANDE

Die Börse.

Wirtschaftliche Nachrichten.

Wirtschaftsdienst.

PUBLICATIONS EN LANGUE HONGROISE

HANTOS (Elemér) : *Magyarország gazdasági integritása- a nemzeti megújulás útja.* Budapest, 1932.

PERIODIQUES

Közgazdasági Szemle.

Magyar Szemle.

Magyarországi Rendeletek Tára.

Mezőgazdasági Közlöny.

PERIODIQUES EN LANGUE YOUGOSLAVE

Ekonomski-finansijski Zivot.

Glasnik Zavoda za unapredjivanje spoljne trgovine.

Les comptes rendus de la Société privilégiée pour l'exportation des produits agricoles. (Belgrade, 1932 et 1933.)

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	5
PREMIÈRE PARTIE	8
La crise du blé	8
Le protectionnisme agraire des pays importa- teurs de blé	22
Les pays danubiens agricoles et la crise du blé.	48
DEUXIÈME PARTIE	61
Essais de résoudre la crise du blé danubien par une collaboration européenne	62
Essais de résoudre la crise du blé sur un plan mondial	82
Procédés de valorisation du blé en Bulgarie....	93
Aides apportées aux producteurs de blé en Hon- grie	102
Procédés de valorisation du blé en Roumanie....	116
Procédés de valorisation du blé en Yougoslavie.	124
CONCLUSION	135
BIBLIOGRAPHIE	139

Imp. spéciale de la Librairie L. RODSTEIN. — Paris
